



# Campagnes solidaires

Mensuel de la Confédération paysanne

N° 345 décembre 2018 – 6 € – ISSN 945863



## ***Élections aux chambres d'agriculture***

**Défendre tous les paysans et toutes les paysannes  
Faire gagner l'agriculture paysanne !**





# Adhérez à la Confédération paysanne !

Depuis 1987 – plus de 30 ans donc ! – les militants et militantes de la Confédération paysanne se battent partout en France pour la défense des droits, du revenu, de l'autonomie et de l'avenir des paysannes et des paysans.

Ce combat syndical s'inscrit dans la volonté de soutenir une agriculture créatrice d'emplois, de dynamique des territoires, d'une alimentation de qualité et respectueuse de son environnement.

C'est pourquoi ses militant.es sont mobilisé.es au quotidien, sur leurs fermes, dans leurs départements, au niveau national et international, contre les dérives d'une agriculture industrielle et les politiques qui la soutiennent.

Implantée partout, en métropole et en Outre-mer, la Confédération paysanne est un syndicat représentatif qui siège dans la plupart des institutions du monde agricole. Chaque jour, ses représentant.es y portent la voix des paysannes et des paysans et se battent à leurs côtés sur le terrain.

### Des revendications cohérentes et concrètes

Le travail quotidien de la Confédération paysanne s'appuie sur des travaux et expériences menés en lien avec la Fadear (Fédération des associations pour le développement de l'emploi agricole et rural) pour construire la démarche de l'agriculture paysanne.

À savoir :

- Autonomie, pour des paysans qui décident au quotidien sur leur ferme ;
- Maîtrise et répartition, pour des productions cohérentes avec les besoins et les potentialités des territoires ;
- Emploi, pour des fermes nombreuses et à taille humaine

qui faciliteront de nouvelles installations ;

■ Développement local, pour des paysan.nes ancré.es dans les dynamiques de leurs territoires, actrices et acteurs de leur économie ;

■ Qualité, pour une alimentation avec des produits sains, savoureux, non standardisés et accessibles ;

■ Environnement, pour une nature préservée, condition indispensable du travail des paysan.nes et de l'avenir de l'humanité.

Ce projet, construit et appliqué sur des milliers de fermes, permet à la Confédération paysanne de porter des revendications cohérentes et concrètes. En faisant le choix d'une démarche, et non d'un modèle, elle ne se pose pas en exemple mais propose un autre rapport à l'agriculture, accessible à toutes et à tous.

Rejoindre et adhérer à la Confédération paysanne, ce peut être simplement soutenir son action, la renforcer, faire nombre, ou selon les envies et les disponibilités, s'engager plus fortement dans l'action ou des tâches d'organisation, d'animation ou de représentation...

À chacune et chacun sa place !



Pour trouver la Confédération paysanne de votre département :  
[confederationpaysanne.fr/pres\\_de\\_chez\\_vous.php](http://confederationpaysanne.fr/pres_de_chez_vous.php)

### Un numéro spécial

Le journal que vous tenez entre vos mains est un numéro spécial de *Campagnes solidaires*, publié à l'occasion des élections de janvier aux chambres d'agriculture.

Le numéro suivant, à paraître début janvier, retrouvera les rubriques habituelles du mensuel : actualité, point de vue, agriculture paysanne, internationales, initiatives, terrain...

D'ici là, il sera toutefois possible de suivre l'actualité et les prises de position de la Confédération paysanne sur le site Internet du syndicat : [confederationpaysanne.fr](http://confederationpaysanne.fr)

## Une envie retrouvée pour notre métier !



**Laurent Pinatel,**  
paysan dans la Loire,  
porte-parole national de la Confédération paysanne

Elles sont là ces fameuses élections professionnelles dont on parle tant depuis des mois. Elles sont là, en janvier, enfin... Il est temps, temps de tourner la page des années productivistes, de passer à autre chose. Il est temps pour nous de peser encore plus fort dans le paysage syndical national. Nous sommes en campagne à la rencontre des paysannes et des paysans de tous les départements français. Nous échangeons, discutons, nous avons construit des propositions, des revendications, nous confrontons notre vision des choses à la réalité du terrain et en ressortons convaincus que, plus que jamais, les paysannes et les paysans ont besoin d'une Confédération paysanne forte et ambitieuse. Devant nous, il y a donc cette échéance majeure de l'élection, pour prendre des chambres d'agriculture et les aérer, pour faire grossir le score national, pour peser plus fort lors de nos rencontres et négociations avec les tenants du pouvoir économique et politique. Face à nous, il y a avant tout des paysannes, des paysans qui, pour beaucoup, sont désarçonnés par la violence économique des situations de crises successives et récurrentes, comme il y a aussi des paysans et des paysannes qui ont réussi à utiliser les espaces économiques permis par notre présence pour sauver et préserver leur revenu. Face à nous, il y a la Fnsea qui appuie de tout son poids les politiques de disparition des paysans, qui s'allie à l'agroalimentaire pour arriver à une agriculture sans paysan. Face à nous, il y a la Coordination rurale qui rêve de mettre fin au contrôle des structures, qui dans les salons des ministères demande l'arrêt de la majoration des 52 premiers hectares...

Avec nous, il y a vous, paysannes et paysans de vos territoires, forts de vos luttes, de vos combats gagnés et des avancées au service de vos voisins et voisines. Vous avez une conscience forte, des envies d'avenir avec des fermes toujours nombreuses, une envie retrouvée dans notre métier. Vous avez conscience que ces élections sont une occasion de peser plus fort, de porter haut notre projet. Alors, dans cette dernière ligne droite, soyons fiers de ce chemin parcouru ! Comme toutes les têtes de listes départementales que nous présentons dans ce numéro de Campagnes solidaires, soyons offensifs et convaincants : votons et faisons voter pour la Confédération paysanne !

## Sommaire

- |    |   |    |  |
|----|---|----|--|
| 4  | • <b>Positions et propositions</b>                    | 20 | • <b>Gironde</b> Dominique Techer  |
| 6  | • <b>Jura</b> Élise Grossiord                         | 21 | • <b>Ariège</b> Laurence Marandola et David Eychenne   |
| 7  | • <b>Var</b> Sylvain Apostolo et Blandine Arcusa      | 22 | • <b>Lozère</b> Muriel Pascal  |
| 8  | • <b>Guyane</b> Jean-Yves Tarcy                       | 23 | • <b>Eure-et-Loir</b> Gilles Menou   |
| 9  | • <b>Loire-Atlantique</b> Dominique Deniaud           | 24 | • <b>Savoie et Haute-Savoie</b> Catherine Gehin  |
| 10 | • <b>Somme</b> Serge Sellier                          | 25 | • <b>Lot-et-Garonne</b> Emmanuel Aze et Suzanne Hecquet  |
| 11 | • <b>Ardèche</b> David Loupiac et Carole Pouzard      | 26 | • <b>Vosges</b> François Thiery et Sophie Plyant   |
| 12 | • <b>Isère</b> Maud Charat                            | 27 | • <b>Pays basque</b> Beñat Molimos   |
| 13 | • <b>Nièvre</b> Sylvain Ratheau                       | 28 | • <b>Orne</b> Laurent Leray  |
| 14 | • <b>Gers</b> Sylvie Colas                            | 29 | • <b>Indre-et-Loire</b> Temanuata Girard   |
| 15 | • <b>Hautes-Alpes</b> Claire Andres et Sylvain Martin | 30 | • <b>Retraité-es</b> Des candidats pour le collège des « anciens exploitants et assimilés » dans plus de 50 départements |
| 16 | • <b>Île-de-France</b> Daniel Evain                   |    |  |
| 17 | • <b>Puy-de-Dôme</b> Sébastien Gardette               |    |  |
| 18 | • <b>Marne</b> Christophe Van Hoorne                  |    |  |
| 19 | • <b>Morbihan</b> Euriell Coatrieux                   |    |  |



Mensuel édité par :  
l'association Média Pays  
104, rue Robespierre – 93170 Bagnole  
Tél. : 01 43 62 82 82 – fax : 01 43 62 80 03  
campsol@confederationpaysanne.fr  
confederationpaysanne.fr  
facebook.com/confederationpaysanne  
Twitter : @ConfPaysanne  
Abonnements : 01 43 62 82 82

abocs@confederationpaysanne.fr  
Directeur de la publication :  
Laurent Pinatel  
Directeur de la rédaction :  
Christian Boisgontier  
Rédaction : Benoît Ducasse  
et Sophie Chapelle  
Secrétariat de rédaction :  
Benoît Ducasse

Maquette : Pierre Rauzy  
Dessins : Samson, Denys Moreau  
Diffusion :  
Anne Burth et Jean-Pierre Edin  
Comité de publication :  
Jo Bourgeois, Michel Curade,  
Joël Feydel, Temanuata Girard,  
Florine Hamelin, Jean-Claude Moreau,  
Véronique Léon

Impression : Chevillon  
26, boulevard Kennedy  
BP 136 – 89101 Sens Cedex  
CPPAP n° 1121 G 88580  
N° 345 décembre 2018  
Dépôt légal : à parution  
Bouclage : 22 novembre 2018

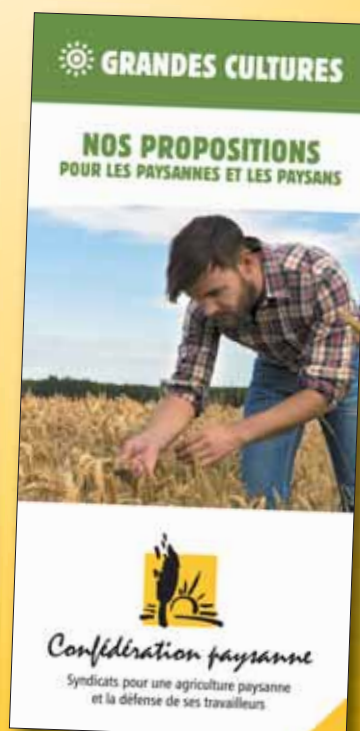
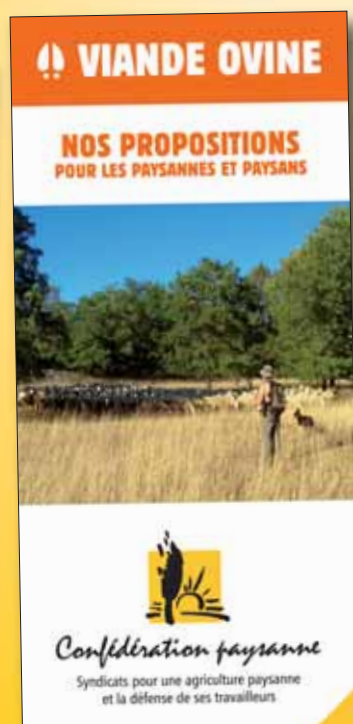
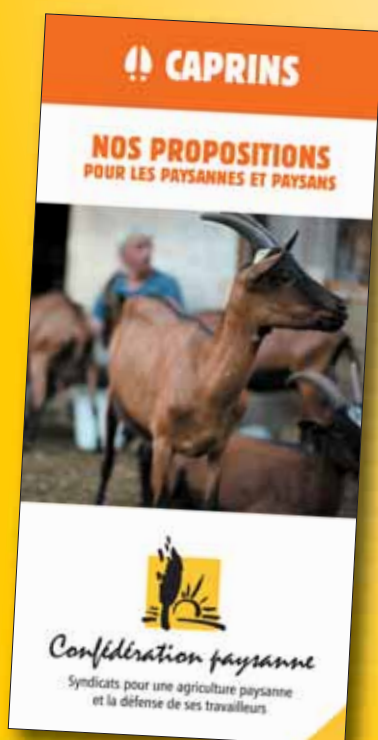
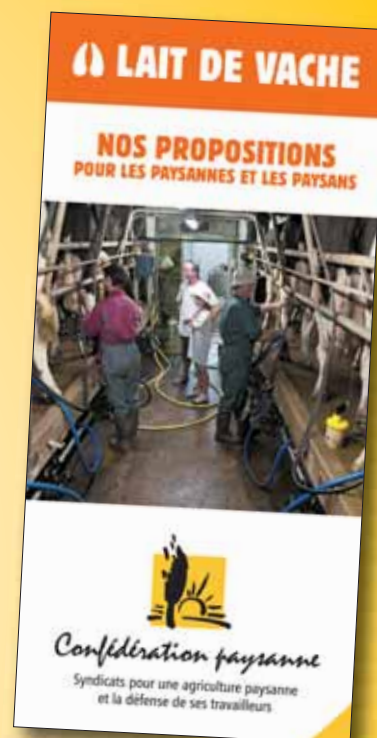
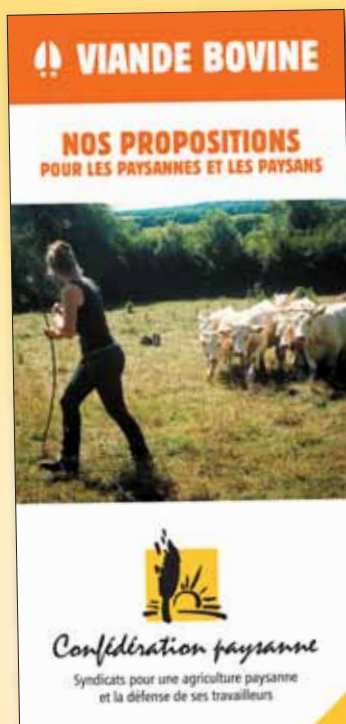


# Positions et propositions

Quelles sont les positions et les propositions de la Confédération paysanne sur telle production ou sur tel thème ? Pour y répondre, le syndicat publie une série de petites plaquettes thématiques qui sont toutes à lire et/ou à télécharger sur le site :

[confederationpaysanne.fr](http://confederationpaysanne.fr) (rubrique « Nos positions »).

Vous trouverez également sur le site les autres documents publiés ces derniers mois par la Confédération paysanne, tels le « Guide des droits et devoirs en situation de contrôle » (pour des contrôles apaisés sur les fermes) ou le guide « La biodiversité pour les petits élevages de volailles en circuit court et en autarcie »...







# Jura « Tout faire pour être cohérents dans nos choix et notre fonctionnement à tous les niveaux »

**Élise Grossiord est tête de liste de la Confédération paysanne du Jura.**

**C'**est une jeune femme de ce temps, maman de deux enfants, Bixente, 12 ans, et Maialen, 9 ans : Élise Grossiord est paysanne dans le Haut Jura avec son compagnon, en production laitière. Le lait des montbéliardes est livré à la fromagerie du village qui produit le bleu de Gex, fromage AOP depuis 1977.

Adhérente à la Conf' depuis 2001, c'est une militante convaincue et convaincante qui nous étonne quand elle prend la parole et parle de ses aspirations et de ses rêves pour les femmes et les hommes d'aujourd'hui, pour l'avenir de nos territoires. Un ton qui affirme et veut convaincre.

Élise est née aux Moussières, petit village dans le Parc Naturel du Haut Jura où vivent 200 âmes. Ses parents sont paysans sur une ferme laitière. Elle y travaille pour les aider, comme ses quatre sœurs : « *La valeur travail est très importante pour mes parents.* » École communale, collège, lycée : elle prend ensuite le chemin de l'École nationale des industries laitières (Enil) de Mamirolle, dans le Doubs. Son BTS en poche, elle part faire des études de biologie, travaille au CNRS sur de la recherche appliquée. Pour continuer et faire une thèse, il faut un financement,

introuvable pour elle ; et comme elle n'a pas envie du tout d'être technicienne de labo, elle décide de tout arrêter pour faire autre chose !

Retour aux Moussières où son copain Jean-Louis s'installe sur la ferme des parents en 2000 : « *Je n'avais pas imaginé m'installer, se souvient Élise. Les choses se sont faites comme ça et je n'ai aucun regret.* »

### Avoir d'autres objectifs, d'autres façons de faire

Une nouvelle aventure commence ! Mais pas facile quand on veut travailler autrement que les parents, avoir d'autres objectifs, d'autres façons de faire : « *On sent dans le regard un jugement. Mais c'est important de faire ce qui nous convient. Ce que l'on fait en toute liberté, c'est plus sympathique !* » La ferme aujourd'hui, c'est : 25 vaches laitières, 65 hectares, quelques hectares éloignés laissés pour conforter une installation, une production annuelle de 110 000 litres de lait : « *On fait avec ce que les vaches nous donnent et ça nous suffit. Notre ferme tourne et c'est là l'essentiel.* »

2001 : élections à la chambre d'agriculture. Jean Louis est sollicité pour être sur la liste de la Conf' qu'il connaissait de loin. Le parcours syndical démarre. En 2004, porte ouverte de la ferme à l'occasion de la fête

paysanne de la Confédération paysanne du Jura. Une belle occasion de rencontrer des collègues un peu curieux, des citoyens qui cherchent à comprendre.

Élise devient coordinatrice de l'organisation des fêtes paysannes : « *C'était bien de commencer comme ça. On est plus dans les coulisses, moins exposé, c'est plus cool.* »

Les mandats et responsabilités s'enchaînent ensuite : élue à la chambre d'agriculture du Jura en 2013, puis au conseil d'administration du syndicat départemental dont elle devient la secrétaire générale en 2015. La voilà désignée tête de liste de la Confédération paysanne du Jura aux élections de la chambre.

Femme, paysanne, syndiquée, maman, compagne, citoyenne, elle cherche à mettre de la cohérence et de la cohésion dans ses différents engagements car tout est lié : « *Je fonctionne en toute égalité homme-femme* », dit-elle, tout sourire ! « *Dans le partage du boulot, des responsabilités, à la maison, avec les enfants... Les techniciens viennent facilement vers moi. De toute façon, c'est moi qui suis responsable de l'alimentation du troupeau. Peu nombreux sont ceux qui arrivent et s'aventurent à demander le patron. Il faut dire que Jean-Louis joue le jeu...* »

« *Il n'y a qu'à la chambre d'agriculture que je sens bien que je suis une femme. Je ressens ça dans le regard, les attitudes des gars de la "Fédé" ! Ce qui est terrible c'est que, lorsque je peux intervenir, je ne sais pas comment ils prennent ça. Est-ce parce que je suis une femme ou est-ce parce que j'ai des compétences ?* »

Concilier tout ça demande de l'organisation et de la rigueur : « *Il faut mettre de l'énergie pour tout caler. Avec Jean-Louis, on s'est réparti le boulot et les enfants sont assez autonomes. Nous sommes dans un petit village, ils peuvent rentrer seuls de l'école, en vélo ou à skis. La Conf', nos engagements, font partie de notre vie. Ils savent ce que l'on fait, on en parle, on leur accorde du temps, c'est important. Mettre de l'huile dans les rouages pour que chacun s'y retrouve et que ça ne grince pas trop. Tout faire pour être cohérents dans nos choix et notre fonctionnement à tous les niveaux.* » **n**

**Christiane Aymonier**, paysanne dans le Jura, ancienne secrétaire nationale de la Confédération paysanne





# Var « Compenser la rudesse de ce beau métier par la solidarité »

**Sylvain Apostolo et Blandine Arcusa sont les deux premiers de la liste de la Confédération paysanne du Var.**

**V**oilà un jeune paysan et une jeune paysanne, l'un éleveur de brebis laitières avec transformation, l'autre paysanne boulangère, qui représentent bien la force de la liste : renouvelée, forte de jeunesse, avec une diversité de productions et l'envie de faire bouger les lignes d'une chambre d'agriculture sclérosée, en panne d'idées.

Aujourd'hui il exploite avec son associé et deux salariés une cinquantaine d'hectares en agriculture biologique. Les cultures sont toutes destinées à l'alimentation du troupeau de 250 brebis lacaunes et brigasques. Chaque année, ce sont presque 40 000 litres de lait qui sont transformés en fromages, ensuite vendus en circuit court dans la région.

L'implication à la Confédération paysanne a fait sens dès son installation et c'est rapidement qu'il devient porte-parole du syndicat départemental et élu à la chambre d'agriculture.

Adhérente de la Confédération paysanne depuis son installation, Blandine s'implique dans l'association des producteurs bio, AgribioVar, dont elle est présidente.

Trouver l'équilibre entre la vie de la ferme, la vie de famille et l'implication militante n'est pas chose facile mais sa motivation pour faire bouger les lignes et développer une agriculture au plus proche des réalités de consommation locale est inépuisable.

### Pourquoi s'engagent-ils ?

Blandine : « En m'engageant dans ces élections, je souhaite faire porter les valeurs de l'agriculture paysanne par la chambre d'agriculture du Var. Je voudrais que ses missions soient de développer une agriculture moderne viable, saine pour le producteur et le consommateur et qui participe activement à l'économie du territoire.

J'ai su m'installer en traitant avec la chambre d'agriculture seulement pour le côté administratif et obligatoire du parcours à l'installation aidée. Je n'ai pu trouver de réponses à mes questions qu'en passant par les réseaux alternatifs et associatifs (AgribioVar, Adear) <sup>(2)</sup>. Il me semble important que les projets qui sortent du cadre aient leur place dans cet organisme consulaire. »

Sylvain : « L'agriculture est pour moi une affaire de collectif, que cela soit sur une ferme ou dans les relations entre collègues. Que chacun et chacune puissent vivre de son métier dans des conditions décentes est au cœur de mes préoccupations et de mon engagement à la Confédération paysanne. Nous dépendons tous les uns des autres et nous devons compenser la rudesse de ce beau métier par la solidarité. C'est au sein de ce syndicat que je l'ai trouvée, sans faille et généreuse. Si je m'engage, c'est pour placer ces valeurs au cœur de l'action de la chambre d'agriculture, pour infléchir les politiques agricoles afin de soutenir une agriculture diversifiée, riche de ses territoires, où les paysans et les paysannes gardent une maîtrise de leur ferme afin de fournir des produits de qualité aux consommateurs. » **n**

**Nicolas Dreyer,**  
paysan dans le Var



### Qui sont-ils ?

Sylvain a 33 ans. Il s'est installé en 2012 à Sillans-la-Cascade, à une trentaine de kilomètres à l'est de Draguignan.

Fils d'un couple de paysans impliqués de longue date à la Confédération paysanne, il a décidé de reprendre la ferme familiale après un passage par des études universitaires et quelques années de salariat. L'installation et la reprise de la ferme n'étaient pas pour lui choses naturelles et il a eu besoin de faire sa propre expérience hors du cocon familial. C'est fort de ses expériences et de ses réflexions qu'il a décidé en 2009 de reprendre la ferme, bien déterminé à le faire à sa manière, c'est-à-dire collectivement afin de pouvoir partager le travail, les responsabilités et les temps militants et personnels.

Blandine à 31 ans. Elle s'est installée à Tourves, un peu plus au sud, depuis 2014. Après des études d'ingénieure agronome, elle a eu l'occasion de reprendre en ferme d'anciennes terres familiales. Maîtriser l'ensemble de la chaîne de la production lui a toujours semblé une évidence et c'est forte de cette motivation qu'elle décide de devenir paysanne boulangère, en bio.

Installée sur 21 hectares, elle cultive avec Vincent, son mari, six sortes de céréales anciennes, du pois chiche et des prairies de légumineuses pour des rotations équilibrées. Les céréales sont toutes utilisées pour la confection de leurs pains qu'ils façonnent et cuisent deux fois par semaine. Leur production est vendue au plus proche, en Amap <sup>(1)</sup> ou en point de vente collectif.

(1) Association pour le maintien de l'agriculture paysanne. La première Amap de France a été fondée par des paysans du Var en 2001.

(2) Association pour le développement de l'emploi agricole et rural : [jeminstallepaysan.org/ladear-du-var](http://jeminstallepaysan.org/ladear-du-var)

## Guyane

### « Le mot paysan a toute sa place en Guyane ! »

**Paysan à Montsinery-Tonnegrande, aux portes de Cayenne, Jean-Yves Tarcy est la tête de liste de la Confédération paysanne en Guyane.**

**A** 34 ans, Jean-Yves Tarcy est depuis juin 2017 président du Groupement régional des agriculteurs de Guyane (Grage), syndicat membre de la Confédération paysanne. Un syndicat qui compte dans le paysage agricole guyanais : dans un scrutin où trois listes se présentaient, il a obtenu plus du tiers des voix aux élections de janvier 2013 à la chambre d'agriculture, chambre qu'il a gérée de la fin des années 1990 à 2007.

Jean-Yves n'a pas de parents paysans, mais en Guyane la nature et les cultures ne sont pas loin. Les récoltes de manioc dans les « abattis », avec les grands-parents, sont des souvenirs marquants pour le jeune homme qui, après le lycée agricole et un bac professionnel passé à Cayenne et à Macouria, part en Guadeloupe et en revient après l'obtention d'un BTS Darc, comme Développement de l'agriculture des régions chaudes. Suivent une licence de protection de l'environnement et un master d'urbanisme, aménagement et environnement.

Jean-Yves entre donc solidement diplômé dans la vie active : un premier emploi à l'équivalent du service de protection des végétaux, puis un autre à l'Ifremer<sup>(1)</sup> dans les services statistiques de la filière pêche, puis un autre encore au Comité régional des pêches, comme chargé de mission.

Mais le virus de l'agriculture est déjà actif. En avril 2011, Jean-Yves commence à s'installer, à titre secondaire – ce qu'on appelle en métropole un pluriactif – pour cultiver la banane. Il récoltera jusqu'à 200 à 500 kg par semaine qu'il vendra à des grossistes. Petit à petit, de secondaire son activité agricole deviendra principale. En 2015, avec la fin de l'activité salariée, la production agricole pourvoit à la totalité de ses revenus.

La production change avec le temps : les bananes demeurent mais la ferme développe l'élevage de poules pondeuses – par lots de 1 500 poules – et celui de porcs – six truies pour une petite activité de naisseur. Les œufs sont écoulés par la Coopérative d'élevage avicole et cunicole de Guyane (CACG). La filière œufs est la seule à couvrir l'ensemble des besoins guyanais (devant le



maraîchage qui assure 80 % de la demande locale). La CACG est à l'origine de ce succès et ce n'est pas un hasard si on trouve des militants du Grage à sa fondation. « Je suivais l'activité du Grage de loin, témoigne Jean-Yves. En passant par des coopératives comme la CACG qui avaient des gens du syndicat à leur tête, des liens se sont créés et renforcés, on m'a sollicité pour m'engager et prendre des responsabilités... »

#### Des adhérent-es dans toutes les productions agricoles

Dans ce plus grand département français (et de loin : plus de 86 000 kilomètres carrés, couverts à 96 % par la forêt !), le Grage est bien implanté avec ses structures locales, les Ti-grage. Il a des adhérentes et des adhérents dans toutes les productions agricoles. « Le mot paysan a toute sa place en Guyane, commente Jean-Yves. Ici, beaucoup d'exploitations tournent autour de deux à cinq hectares. » Et la pluriactivité est la pratique la plus répandue. Un des enjeux de l'élection de janvier à la chambre d'agriculture

sera d'informer les exploitants « à titre secondaire » qu'ils et elles ont bien le droit de vote, ce que la Fdsea se gardait bien de leur dire, au contraire : sur les 6 400 exploitations agricoles recensées par le ministère de l'agriculture (chiffres de 2016), 5 400 relèvent de ce que le site ministériel appelle « la petite agriculture ».

Outre la reconnaissance de toutes les paysannes et de tous les paysans guyanais, l'installation – et donc l'accès au foncier – sera l'un des principaux chevaux de bataille du Grage durant la campagne électorale. Trouver des terres cultivables relève de démarches très différentes de la Métropole : le foncier appartient encore essentiellement à l'État français qui le

gère par l'intermédiaire de France Domaine ou via l'EPFAG, l'Établissement public foncier et d'aménagement de la Guyane, dans lequel il est associé aux collectivités locales. Le défrichage de parcelles forestières accessibles, appelé ici « mise en valeur », est encore couramment pratiqué pour l'installation de nouvelles ou de nouveaux paysans.

Le Grage demande un accompagnement plus fort des pouvoirs publics pour mieux assurer et accompagner tous les porteurs de projet, de toutes tailles. Le syndicat veut avec eux « booster l'agriculture guyanaise ». Il revendique la mise en place d'une véritable Safer, actée dans les accords de Guyane d'avril 2017 suite à un dur conflit social, expression du malaise d'un territoire s'estimant trop souvent délaissé par Paris. Le syndicat veut aussi développer l'agrotransformation, soit la valorisation de la production locale pour laquelle existent selon Jean-Yves Tarcy « beaucoup de marges de progression ». **n**

**Benoît Ducasse**

(1) Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.



# Loire-Atlantique « L'idée de l'autonomie nous est chère, tant sur le plan économique et financier que décisionnel »

**Éleveur laitier au sud de Nantes, Dominique Deniaud est tête de liste en Loire-Atlantique.**

### Dominique, peux-tu te présenter en quelques mots ?

J'ai 46 ans, je suis marié à Sandrine qui travaille dans le secteur hospitalier et nous avons ensemble quatre filles.

Je suis fils de paysan et j'ai été installé dix ans avec mes parents et mon frère sur l'exploitation familiale à Montbert, à une vingtaine de kilomètres de Nantes. Ensuite, nous nous sommes séparés et j'ai poursuivi mon activité sur une exploitation assez classique pour le département, en production laitière et système herbager, sur 80 hectares avec 50 vaches. Je suis aidé d'un salarié, désormais à temps plein, afin de pallier les absences dues à mon engagement syndical.

### Quel est ton parcours au sein de la Confédération paysanne ?

Je suis adhérent au syndicat depuis mon installation, en 1998. J'ai d'abord participé à des travaux en commissions avant d'intégrer le comité départemental en 2006, le secrétariat en 2011. Je suis président de la structure depuis cinq ans. Par ailleurs, je suis l'un des trois élus à la chambre départementale d'agriculture et je siège à la chambre régionale depuis trois ans. Enfin, je siège au comité national de la Confédération paysanne depuis 2017.

En parallèle, depuis mon installation, je suis très engagé dans le réseau des Cuma<sup>(1)</sup> ou j'ai exercé des responsabilités dans deux d'entre elles pendant plusieurs années.

### Tu conduis la liste de la Confédération paysanne à l'élection à la chambre d'agriculture, comment l'avez-vous construite ?

Notre démarche est claire : rassembler une équipe d'hommes et de femmes qui partagent ensemble les valeurs que nous défendons, mais dont les types d'exploitation sont le reflet de l'agriculture départementale. Du maraîcher bio en vente directe à l'exploitation laitière conventionnelle mécanisée, voire robotisée, nous avons l'ambi-

tion de présenter une liste non clivante qui aura à cœur de défendre nos valeurs communes telles que le partage du foncier, la répartition équitable de la valeur ajoutée ou encore les enjeux autour de l'installation. C'était un préalable important à mon engagement sur cette liste.

### Quels thèmes principaux allez-vous mettre en avant ?

D'abord la défense d'un revenu décent pour les paysannes et les paysans, avec la création de valeur ajoutée sur les fermes, le partage



de la richesse entre les différents acteurs des filières et le renforcement de la protection sociale pour ce qui concerne les arrêts de travail et la retraite. L'idée de l'autonomie nous est chère, tant sur le plan économique et financier que décisionnel. Il est important que les agriculteurs aient les moyens de décider de l'avenir de leurs exploitations.

Par ailleurs, la profession a du mal à choisir ses marchés. On reste dans une logique d'export, on entretient cette incohérence à produire ici à bas coût tout en cassant les marchés locaux ailleurs. Cette vision des choses nous différencie radicalement de la Fnsea. Nous aurons à cœur de défendre cette idée de relocalisation des marchés et nous soutiendrons les initiatives autour de la vente directe, notamment en relation avec les collectivités locales.

Un autre défi nous attend, de taille : le renouvellement des générations. Toute notre énergie doit être mobilisée pour la transmission et l'installation de jeunes paysannes et paysans<sup>(2)</sup>. Nous voulons notamment travailler avec le réseau des cédants qui, bien formés et préparés à l'échéance du départ, devraient être en capacité d'encourager et de faciliter la venue de nouveaux projets. Enfin, sur la Pac, je considère qu'elle est le premier outil de régulation possible et qu'une seule décision facile à prendre permettrait de mieux répartir le foncier : le plafonnement des aides. Nous nous battons pour faire avancer cette idée dans le cadre de notre mandat.

### Peux-tu nous dire quelques mots sur le dossier Notre-Dame-des-Landes ?

Tout d'abord, on a permis avec d'autres, dont le collectif Copain<sup>(3)</sup>, l'abandon d'un projet dont on nous disait qu'il était inéluctable, avec ce message fort qu'il n'est pas raisonnable de continuer à gâcher des terres agricoles pour n'importe quel projet, aussi important soit-il. Ensuite, sur ce foncier à vocation agricole, on accompagne des porteuses et des porteurs de projets qui ont la volonté de s'y installer afin de redonner de la vie, non seulement sur les terres, mais dans les villages et les hameaux. C'est un travail de longue haleine et depuis huit mois, on est exposé à des tensions inhérentes aux conflits sur le foncier entre les paysans en devenir et des agriculteurs qui désirent exploiter des parcelles pour lesquelles ils ont touché les primes d'éviction. ■

**Marie Durand et Joëlle Hazemann,**  
paysannes en Loire-Atlantique, membres de la  
rédaction du *Paysan Nantais*, mensuel de la  
Confédération paysanne de Loire-Atlantique

(1) Cuma : coopérative d'utilisation de matériel agricole, société coopérative ayant pour objet de mettre à la disposition de ses adhérents du matériel agricole et du travail salarié.

(2) La Confédération paysanne de Loire-Atlantique est à l'origine d'un ambitieux et efficace programme d'installation coordonné au sein de la Coopérative d'installation en agriculture paysanne, la Ciap, dont le modèle se développe dans plusieurs départements : [jeminstallepaysan.org/Ciap44](http://jeminstallepaysan.org/Ciap44)

(3) Collectif des Organisations Professionnelles Agricoles Indignées par le projet d'aéroport.

# Somme En première ligne contre la ferme-usine des 1 000 vaches et son modèle agricole

**Serge Sellier est tête de liste de la Confédération paysanne de la Somme.**

**H**appy, 800 habitants, dans la Somme, à une vingtaine de kilomètres de la tristement célèbre ferme-usine des 1 000 vaches : c'est là que vit Serge Sellier, 56 ans, éleveur laitier. Fils d'agriculteur, il aurait pu, comme tant d'autres, s'agrandir,

départ en 2008, le couple porte encore deux ans la vente directe avant d'arrêter définitivement, Sandrine trouvant un travail à l'extérieur. Aujourd'hui, la production est vendue à la coopérative bio et la ferme rémunère largement un temps plein.

L'engagement syndical de Serge arrive très tôt : il est sur la première liste présentée par la Confédération paysanne de la Somme

quotas laitiers européens, en avril 2015. Serge constate : « *Il y a encore quatre ans, le lait constituait une assurance revenu sur une ferme, une sécurité pour celles et ceux qui s'installaient. Ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. La plupart des laitiers produisent à perte, ont conscience du manque de régulation mais... attendent que les prix remontent.* »



Autre sujet qui lui tient à cœur bien que peu vendeur électoralement : la préservation des prairies. L'intensification des systèmes – qui ne laisse plus la place aux « herbagers » – et la diminution du nombre d'élevages sont à l'origine d'un retournement excessif des pâtures qui constituaient traditionnellement une ceinture verte autour des villages. Leur disparition pose des problèmes d'érosion de sols, les habitations situées à proximité sont exposées aux pesticides, les coulées de boues et les inondations se multiplient...

Côté Pac, Serge souhaite se battre pour la dégressivité des aides – « *même si ça n'est pas facile à porter publiquement ici* » – et améliorer les soutiens aux fermes à taille humaine.

La défense des maraîchères et des maraîchers est un autre sujet

multiplier les investissements coûteux pour produire plus avec des vaches de race holstein, les plus « performantes » des laitières... Mais la ferme familiale est restée à dimension humaine depuis son installation, en 1994 : 53 hectares, en totalité en fermage, 22 vaches de race normande, peu de matériels. Un système en polyculture élevage biologique qu'il revendique, fondé sur la recherche d'autonomie et l'entraide avec des voisins pour les travaux des champs et le remplacement.

S'il est aujourd'hui le seul « temps plein » sur la ferme, cela n'a pas toujours été le cas. Dès l'installation, Serge et sa femme Sandrine créent un atelier de transformation du lait. 80 % de la production sont alors transformés sur place en beurre, yaourts et fromages (tomme et frais), vendus sur les marchés jusqu'en 2010. La transformation permet l'embauche d'un salarié, d'abord à mi-temps puis à temps plein. Après son

pour l'élection à la chambre d'agriculture de 1995. Il fait toujours partie des membres actifs du syndicat local. Comme il le dit lui-même : « *La lutte contre la ferme-usine des 1 000 vaches de Drucat a bien dynamisé les choses.* » Il se réjouit aujourd'hui de voir de nouvelles et de nouveaux venus dans le syndicat : la relève est assurée !

### Le maintien de l'élevage laitier et de prix rémunérateurs est une priorité

Les prochaines élections professionnelles de janvier s'inscrivent dans un contexte agricole très tendu. Pour Serge Sellier, le maintien de l'élevage laitier et de prix rémunérateurs est une priorité. Logique quand on sait que dans son village du Vimeu, région naturelle d'élevage, sur cinq fermes, quatre produisent encore du lait. Mais les producteurs commencent à se rendre compte des conséquences de la fin des

d'importance. Beaucoup se sont installés ces dix dernières années en lien avec l'essor des circuits courts et du bio mais ont finalement peu de poids. Un maraîcher bio est donc logiquement en troisième position sur la liste de la Conf' de la Somme.

Serge, accompagné d'Inès, Florent, Olivier, Vincent et d'autres, ont donc pris jusqu'à fin janvier leur bâton de pèlerin pour porter le projet du syndicat à travers le département. Et si la partie est loin d'être gagnée, l'important n'est-il pas, avant tout, de battre la campagne pour discuter avec les paysannes et les paysans, les écouter et contribuer à la prise de conscience que le combat contre les dérives du système agro-industriel qui les vampirise ne peut être gagné que par l'action collective et la solidarité ? **n**

**Alexandre Platerier**, ancien animateur national à la Confédération paysanne, animateur de Terre de Liens Picardie.



# Ardèche « Nous serons plus ouverts, plus préoccupés par les problèmes locaux »

**David Loupiac et Carole Pouzard forment le duo de tête de la liste présentée par la Confédération paysanne de l'Ardèche.**

**I**l est paysan dans le nord de l'Ardèche, elle au sud. Il produit du végétal, elle est éleveuse. Il atteint l'âge de la sagesse, elle a la fougue de la jeunesse. Le duo de tête ardéchois sur la liste de la Confédération paysanne est sur les starting-blocks !

David Loupiac a les yeux qui brillent quand il parle des nombreux épisodes de sa vie de militant et d' élu à la chambre d'agriculture de l'Ardèche. Porte-parole de la Confédération paysanne depuis 2006, engagé depuis 1990, son chapeau et sa moustache, son franc-parler et son humour sont légendaires. Son

approche pragmatique, son analyse avisée des problèmes, l'attention qu'il porte à toutes les tendances politiques tout en restant critique, nous a ouverts sur l'extérieur.

Carole Pouzard a 39 ans. Elle est mariée, a deux enfants, elle captive dès ses premières paroles par sa spontanéité, sa fraîcheur. Elle est co-porte-parole du syndicat départemental depuis six mois. Son petit accent méridional et sa douceur pourraient nous tromper sur sa détermination. Elle a décidé de s'investir et de gagner la chambre, et elle balaye les difficultés de tous ordres. « On assumera ! »

David est paysan depuis 1983 à Desaignes, produit des fruits d'été, et, comme tout Ardéchois et Ardéchoise qui se respecte, des châtaignes, bien sûr ! Depuis 2013 il s'est associé en Gaec partiel avec une jeune maraîchère, Lucile, pour produire dix tonnes de cerises, des plants de légumes, une tonne d'abricots, deux tonnes de pommes, quinze

tonnes de châtaignes (dont une tonne transformée), plus du jus de fruit. Il s'est beaucoup investi pour la promotion et la défense de la châtaigneraie traditionnelle au sein du Sica (Syndicat interprofessionnel de la châtaigne d'Ardèche).

Il termine son deuxième mandat à la chambre d'agriculture : « Pendant ces deux mandats j'ai approché ce qu'est la chambre par le petit bout de la lorgnette. On était la seule voix divergente à s'exprimer lors des

qui fait parfois peur, par ignorance : on devra communiquer sur ce qu'on porte. Ce qui m'importe, c'est d'amener les paysannes et les paysans à connaître la Conf', faire tomber les a priori et mettre en avant tout le travail qu'on abat. »


David : « La chambre est un outil qui peut permettre de changer la politique agricole locale. On pourrait remettre la priorité sur le fonctionnement par territoires. Actuellement la chambre les a enterrés. Ils ne sont

plus qu'une simple courroie de transmission, c'est vraiment dommage. Pourtant, le rôle des territoires est de faire émerger les projets et les initiatives locales dynamiques. Nous participons aux réunions ce qui nous permettait d'être acteurs du développement agricole local. Ça ne plaisait pas à la majorité sortante de la chambre ! Une

restructuration radicale a mis fin à ce fonctionnement... »

Carole : « Quand on aura la chambre, on jouera l'ouverture. On ne connaît pas bien les membres des autres syndicats. C'est dommage ! J'ai des voisins aux JA, c'est pas des mauvais bougres ! »

David : « Il faudra qu'on mette en place l'information, plutôt que la « communication ». » Pour le moment, ils « communiquent » pour se faire mousser. Et ils en profitent pour mélanger allègrement la chambre et la Fdsea... »

Carole : « Pour bien conduire les services et les travaux de la chambre, il faudra des personnes mobilisées, motivées. On a encore du mal à pousser les femmes à s'engager. Elles se voient mal au bureau de la chambre d'agriculture. Moi je ne réfléchis pas, je sais qu'il faut y aller, j'y vais ! » 

**Véronique Léon,**  
paysanne en Ardèche



sessions. On représente un gros poids : 38 % des paysan-nes du département, bien qu'on n'ait que quatre élu-es. On est entendu, mais pas souvent écouté. Certaines fois on a présenté et réussi à faire voter des motions qui ont pu servir les paysans par la suite. Mais la majorité actuelle est très dure, et cela nous gâche le travail, c'est dommage. Cette chambre est uniquement au service d'un syndicat, pas au service de l'ensemble des paysannes et des paysans ardéchois ! »

Carole élève une quarantaine de chèvres avec son mari, et transforme le lait en fromages, à Aubignas, à côté d'Alba-la-Romaine. Elle vend leurs produits sur les marchés locaux.

Carole veut remettre en place les CLI, comités locaux à l'installation : « Nous serons plus ouverts, plus préoccupés par les problèmes locaux, il y aura un réel brassage. On privilégiera le dialogue avec les autres syndicats. Il y a trop de clivages. On a une image

## Isère

### « Représenter la Conf' là où elle peut être écoutée »

**Maud Charat est tête de liste de la Confédération paysanne de l'Isère.**

**E**n présence de Maud Charat, quelque chose advient : un regard à l'énergie puissante, noueuse et dirigée ; un sourire lumineux, une attention, et puis une phrase juste, qui résonne. On la reprend, on y réfléchit, et une action en découle.

Sur sa ferme, à Saint-Aupre, à une trentaine de kilomètres au nord de Grenoble, au flanc d'une belle colline à 1 000 mètres d'altitude, pâture un troupeau de 30 chèvres et leurs compagnes, les trois vaches laitières (qui nourrissent les cabris). Le précieux or blanc des alpines chamoisées et des montbéliardes abonde la fromagerie située au même endroit.

Les chèvres et les vaches sont présentes depuis longtemps sur cette jolie ferme : Maud a pris la suite de son père et son troupeau en 2004. Ayant toujours su qu'elle élèverait des animaux et qu'elle vivrait à la campagne, elle s'est lancée, après une maîtrise de psycho-clinique et un an comme aide familiale à la ferme, dans une maîtrise en élevage bovin lait à Poisy, en Haute-Savoie.

S'en suit le parcours à l'installation et l'obtention de la dotation jeune agricultrice (DJA). Son père la laisse faire comme elle l'entend, tout en étant toujours présent à ses côtés.

En 2006, elle construit la fromagerie et fait son chemin en structure individuelle. Maud et son compagnon, Cédric, développent un travail en commun pour leurs fermes respectives : vente sur le même stand au marché, échange de fourrages... En 2013, ils décident de fonder un Gaec : Cédric occupe le second site de la ferme, avec ses 40 vaches allaitantes et quelques porcs qui finissent notamment en bon pâté de campagne !

En 2015, ils sont rejoints par Damien, le cousin de Cédric, qui développe l'activité porcine

Actuellement, la ferme vend des fromages lactiques, des colis de viande de bœuf, veau et porc, du pâté, des noix, sur deux marchés situés à une dizaine de kilomètres de là, en direct sur la ferme et à des magasins de producteurs<sup>(1)</sup>.

Maud, Cédric et Damien sont autonomes à 90 % pour l'alimentation de leurs trou-



peaux, avec 108 hectares de prairie permanente et sept hectares de prairie temporaire. Ils cultivent deux hectares de blé, deux d'orge, trois de triticales et cinq de maïs ; ils achètent de la paille et des protéines pour compléter les rations.

Voilà une ferme solide où les associés se rémunèrent chacun 13 200 euros par an, avec la participation aux bénéfices en fonction des années.

Maud souhaite augmenter un peu le troupeau caprin et travailler de manière plus fonctionnelle. La construction d'une chèvrerie est dans les tuyaux, tout comme l'embauche d'un fromager quelques heures par semaine, pour casser un peu la routine.

#### Pas de blabla !

« C'était à la Conf' et pas ailleurs ! » : voilà les premiers mots de Maud, quand on lui demande l'origine de son engagement syndical. Sa connaissance du milieu agricole s'explique par son histoire et son expérience, mais aussi par son goût et sa volonté de s'engager pour le bien commun, que ce

soit dans sa commune, dans les associations du village et de l'école, au Pays Voironnais comme au syndicat.

Drôle, pleine d'énergie et heureuse d'exercer son métier, elle a accepté d'être tête de liste parce qu'« à un moment, il faut s'engager pour les idées que l'on défend et qu'il faut représenter la Conf' là où elle peut être écoutée. »

Pour elle, les dossiers prioritaires sont la transmission des fermes et l'accompagnement pour leur autonomie (alimentaire et outil de production). Et pas de blabla : « Paysannes et paysans de l'Isère, si le système

agricole actuel (intensification, faible rémunération, problèmes de santé) vous convient et si la politique menée en termes d'alimentation, d'environnement et de gestion de la production vous satisfait, alors ne votez pas pour la Conf' ! »

En revanche, elle est lucide quant au contexte actuel politique et syndical : « Il faut voter et même, si on peut et veut, adhérer pour être plus nombreux et peser plus lourd face aux mastodontes qui dirigent encore. Personne n'a le temps mais un peu de chacun fédère, et ça recharge de sortir un peu de sa ferme ! »

Choisir Maud comme « tête » de liste parmi nos forces syndicales s'est naturellement imposé et ce choix nous portera au-delà des élections professionnelles !

**Marie-Pierre Répécaud,**

paysanne en Isère, membre du comité national de la Confédération paysanne

(1) Chiffre d'affaires annuel par production : 45 000 euros de fromages, 3 000 euros de chevreaux, 90 000 euros de viande (en colis ou transformée), 15 000 euros de noix (cultivées sur 2 hectares).



# Nièvre Redevenir une terre d'accueil

**Éleveur de vaches allaitantes, Sylvain Ratheau est tête de liste de la Confédération paysanne dans la Nièvre.**

**C'**est un coup de fil du répertoire départemental « installation » qui le sort de l'usine en 2004 et le conduit aux champs. Sylvain Ratheau apprend qu'une ferme se libère au hameau de Cropigny, à Ruages, dans la Nièvre dont il est originaire. Dix-huit mois lui sont nécessaires pour monter le dossier. « Je me suis installé le 1<sup>er</sup> janvier 2006 en bovin viande et dès le 2 janvier, j'ai adhéré à la Conf'! », lance cet infatigable militant. « J'ai une approche paysanne où il s'agit notamment de respecter son territoire, son environnement. Je me déssole des prairies retournées et des haies arrachées. »

des cheptels et mis le marché des vaches dans un état de surproduction permanent, Sylvain pressent que « pour s'en sortir, il va falloir être capable de produire à forte valeur ajoutée. Cela implique d'accompagner dès maintenant tout le monde vers un changement des pratiques. » La relocalisation des productions est un défi majeur. « Aujourd'hui, les prés d'embouche sont massacrés pour faire des céréales alors que l'on pourrait engraisser sur place. On ne serait plus dépendant de la SVA Jean Rozé ou de Bigard. La paysanne ou le paysan doit vivre de sa production et cesser d'engraisser les spéculateurs! »

Parmi les moteurs de son engagement figure la volonté de casser la spirale de la disparition massive des paysannes et des paysans. « En six ans, plus de 300 ont dis-

organiser sur sa ferme un marché paysan. « Les 14 fermes présentes pratiquent la vente directe et représentent 26 emplois, avec une moyenne de 76 hectares contre 140 à l'échelle départementale. L'idée était vraiment de montrer que ces fermes-là créent de l'emploi par rapport à d'autres qui en détruisent. » Son envie? « Que la Nièvre redevienne une terre d'accueil! Nous voulons bloquer les agrandissements et remettre le foncier à disposition pour des projets plus diversifiés. »

### Contre les entraves de la Fnsea

Après avoir été co-porte-parole départemental de la Confédération paysanne entre 2010 et 2016, Sylvain veut saisir les élections de janvier 2019 pour en découdre avec la Fnsea dont le discours varie entre

Paris et Nevers : « Je veux mettre le doigt sur tous leurs mensonges et leur incapacité à gérer la chambre. À Corbigny, par exemple, on se bat pour maintenir l'abattoir de proximité. La Fnsea n'a pas hésité à défendre une motion pour que les abattoirs de proximité ne dépassent pas 1 000 tonnes en équivalent carcasse : cela revient à vouloir les tuer! Autre exemple : lors de la négociation de la dernière Pac, la Fnsea voulait enlever l'aide aux bovins allaitants à tous ceux ayant moins de 30 vaches. Ils ne l'ont jamais assumé sur le terrain. »

La lutte pour une chambre d'agriculture au



Avec 85 vaches mères et 140 hectares sur lesquels il cultive céréales et luzerne lui permettant l'autonomie en fourrages et grains, Sylvain Ratheau, 38 ans, fait figure de petit paysan vis-à-vis de ses voisins. La Nièvre est en effet le département qui a la plus grande surface par actif agricole : « Je suis à 85 vèlages, ce qui est déjà beaucoup, mais autour de moi, beaucoup de fermes sont à 200 vèlages par paysan ce qui est de la folie totale! »

Alors que la dérégulation de l'aide aux bovins allaitants a incité à l'agrandissement

paru dans la Nièvre, illustre-t-il. On est passé de 3400 à 3100 électeurs et électrices depuis les élections précédentes à la chambre d'agriculture, en 2013. » Départs à la retraite, abandons, suicides... « Aujourd'hui, l'agriculture connaît son plus grand plan social. Pire, les paysans sont payés pour détruire l'emploi : plus tu t'agrandis, plus tu touches des primes. »

Pour montrer qu'une autre voie est possible, Sylvain Ratheau a profité de l'annonce mi-octobre de sa qualité de tête de liste aux élections à la chambre d'agriculture pour

service de toutes et tous – « et pas des plus riches » – s'engage donc dans la Nièvre. Cet engagement, pour Sylvain Ratheau, c'est aussi celui au quotidien pour le maintien des écoles, des commerces, d'une vie en milieu rural. Si vous le cherchez, vous ne le trouverez pas devant sa télé mais peut-être au conseil d'administration de la Safer Bourgogne-Franche-Comté, à une réunion de la salle de spectacle de sa commune, ou bien encore au sein du comité des fêtes de Ruages.

Sophie Chapelle

# Gers « Continuer avec les mêmes responsables serait catastrophique ! »

**Éleveuse de volailles fermières à Lectoure, Sylvie Colas est tête de liste de la Confédération paysanne dans le Gers.**

« Je ne supporte pas l'injustice ! », me dit-elle avec force comme pour expliquer toutes les luttes qu'elle a menées depuis qu'elle était déléguée de classe, à l'école. Et il lui en a fallu de la détermination et de la combativité pour être paysanne alors que ses diplômes et sa famille la poussaient vers un autre destin. Pourtant cette fille d'agriculteurs (ses parents se sont installés à Lectoure dans les années soixante, venant du Val d'Oise) s'installe bien en 1986, avec son mari Benoît, sur un hectare et 3 000 m<sup>2</sup> de serres chauffées, minimum nécessaire pour avoir la Dotation jeune agriculteur (DJA). La production standard de concombres est vendue en gros sur le Marché d'intérêt national (MIN) à Agen. Elle travaille en grande partie « à l'extérieur » pour assurer un revenu minimum.

En 1992 débute un élevage de poulets bio, écoulés sur les marchés de Toulouse, Pau et Anglet, d'abord par un intermédiaire puis en vente directe. C'est loin, mais bien plus rentable, le couple est désormais à plein-temps sur la ferme et le contact avec les consommatrices et consommateurs s'avère très gratifiant. En 2003, le père prend sa retraite et leur fils, Mathieu, s'installe en 2008.

Aujourd'hui, la production s'est étoffée. L'EARL familiale<sup>(1)</sup> met en valeur 110 hectares et produit 10 000 volailles par an

(poulets, pintades, chapons) dont l'alimentation est produite sur la ferme. En plus des trois paysans, elle emploie un équivalent temps plein en fonction des besoins. Une réussite due à un travail obstiné, sans prise de risque inconsidérée et adossée à une profonde réflexion sur l'éthique paysanne.

Le militantisme de Sylvie va la conduire à la présidence des agriculteurs bio du Gers. Pour avoir fauché des OGM, elle fut, avec quelques autres, prise pour cible et condamnée par la justice : « Pour moi c'est comme une médaille ! », commente-t-elle. Depuis, les menaces de pollution génétique des champs gersois se sont éloignées et les filières garanties sans OGM valorisent les productions.

### Hostilité

Après avoir œuvré pour obtenir l'entrée et le développement du bio dans les cantines scolaires et participé à l'évolution des cahiers des charges, Sylvie devient tête de liste de la Confédération paysanne aux élections 2013. Seule élue de sa liste, elle fait l'expérience de l'hostilité du syndicat majoritaire, sur fond de sexisme latent. On lui avait accordé de participer à la commission des affaires sociales, elle en fut vite exclue : elle prenait la défense des salarié-es !

Elle reconnaît : « On se demande à quoi on sert dans ce genre d'institution ? Il n'y a aucun débat, pas de recherche de solutions, ce ne sont pourtant pas les problèmes qui man-

quent ! » Et de citer : le revenu paysan, la reconnaissance de la qualité des productions et sa valorisation, la nécessité d'installer des jeunes, la disparition des éleveuses et des éleveurs laitiers... Mais elle observe que : « Parfois, le fait que je prenne la parole fait que d'autres osent aussi s'exprimer ! »

« Comment a-t-on pu en arriver à ce que les jeunes n'aient plus envie de s'installer ? », s'insurge-t-elle. Le métier d'agriculteur devrait avoir une image très positive, or les pratiques de l'agriculture industrielle ont complètement dévalué cette perception : « Continuer avec les mêmes responsables serait catastrophique ! », assène Sylvie qui est tête de liste pour la seconde fois, forte de son expérience et convaincue que l'on peut faire avancer les choses.

Tout ne se décide pas à Bruxelles : les communes exclues des zones défavorisées, l'abandon des élevages et des territoires, plein de règles sont fixées par l'État français : « La disparition des paysannes et des paysans, c'est aussi la disparition des savoirs traditionnels. Si on descend en dessous d'un seuil minimum l'agriculture s'effondrera. »

### Défendre les élevages fermiers

Suite aux épisodes de grippe aviaire dans la région durant les hivers précédents, il est apparu que les mesures de biosécurité imposées par l'État étaient coûteuses, inadaptées voire inapplicables dans les élevages fermiers : c'est la production industrielle standard qui fixe les règles. Le défi était de garder la sécurité en adaptant les normes aux élevages et pas d'adapter les élevages aux normes. C'est aujourd'hui une réalité, le guide initié et coordonné au niveau national par la Confédération paysanne est paru en septembre, validé par la Direction générale de l'Alimentation (DGAL) du ministère de l'Agriculture. On peut le lire et le télécharger gratuitement sur le site de la Confédération paysanne<sup>(2)</sup>. Sylvie Colas en est très fière pour y avoir consacré beaucoup de son temps depuis deux ans. n

**Georges Aurenas,**  
paysan dans le Gers



(1) Une EARL, Exploitation agricole à responsabilité limitée, est une société civile destinée à exercer une activité dans le secteur agricole. Ce statut juridique permet à plusieurs exploitant-es agricoles de se regrouper pour exercer en société.

(2) Guide de biosécurité pour les petits élevages de volailles : [confederationpaysanne.fr/actu.php?id=7592](http://confederationpaysanne.fr/actu.php?id=7592)



# Hautes-Alpes Apporter des réponses concrètes

**Claire Andres et Sylvain Martin sont les deux têtes de liste de la Confédération paysanne dans les Hautes-Alpes.**

Claire Andres est « une néo », mais c'est à la montagne dans les Vosges alsaciennes qu'elle passe son enfance. Après une formation dans l'environnement, elle suit une autre formation de technicienne en élevage caprin et découvre à cette occasion la folie de l'industrialisation de l'agriculture, notamment dans une ferme de... 1 400 chèvres !

notre projet, à apporter des réponses concrètes. Il faut changer le rapport de force. » Et de préciser : « Pour la reprise de l'abattoir de Guillestre la chambre n'a pas bougé... si ce n'est pour nous critiquer et dire que cela ne marcherait pas. »

Sylvain Martin est lui fils de paysans, installé à Vallouise sur la ferme de ses parents depuis 20 ans, dans une production que ses ancêtres n'auraient sûrement pas imaginé : le maraîchage, sur un hectare et demi, en Gaec. Cet ancien sportif de haut niveau en ski de fond parvient, avec son associée Elisa,

Sylvain poursuit : « Il faut mobiliser, aller à la rencontre des paysannes et des paysans pour expliquer l'importance de voter, ce que l'équipe "Conf'" ferait à la chambre : l'objectif d'être majoritaire dans le collège exploitant est jouable. » On sent Sylvain bien motivé pour cette campagne !

Pour lui, l'aventure difficile du Point Accueil Installation 05 (PAI) a montré la capacité de la Confédération paysanne – qui l'a géré pendant deux ans, malgré l'hostilité de la chambre et de la Fdsea/JA – d'être en responsabilité et de travailler avec tout le

monde : « C'est un atout pour nous. »

Claire et Sylvain aiment à rappeler : « Avec l'ensemble de l'équipe, nous avons porté une attention particulière à la composition de la liste pour l'élection de janvier à la chambre : diversité des productions, parité bien sûr, des jeunes et "quelques vieux" avec de l'expérience. Nous portons un discours clair sur les circuits de commercialisation, notamment vers les productrices et producteurs en circuits longs que nous voulons accompagner, et la proposition sur le prix minimum d'entrée des fruits et légumes importés, présentée par la Confédération paysanne (cf. CS n° 343) est pour nous un



C'est en 2013 que cette jeune paysanne de 29 ans parvient à s'installer avec son compagnon et un troupeau de 70 chèvres laitières avec transformation à Arvieux, dans le parc régional du Queyras.

Pour Claire : « Ce métier, plus qu'un choix, c'est une évidence : je n'ai jamais envisagé de faire autre chose. » Très impliquée dans la vie locale, elle fait partie de l'équipe de paysannes et de paysans qui ont repris l'abattoir de Guillestre. Pour la jeune femme : « Le type de fermes que nous avons ici, à quelques exceptions près, rentre dans le projet d'agriculture paysanne et ce pourrait être le travail de la chambre d'accompagner ce modèle agricole. C'est pour ça qu'il faut que nous soyons présents et prêts à expliquer

à produire des légumes à 1 300 mètres d'altitude et à dégager du revenu. Pour Sylvain, syndicaliste convaincu : « On peut défendre toutes les paysannes et tous les paysans mais pas toutes les formes d'agriculture. » Déjà élu et représentant de la Confédération paysanne à la chambre départementale d'agriculture durant la mandature qui se termine, il est souvent accablé de voir cet organisme dans l'immobilisme : « L'inaction actuelle de la chambre est incroyable... Les blocages par la Fdsea et les JA de toute action vers une transition sont fréquents, alors que l'on voit bien que les paysannes et les paysans s'interrogent sur le changement climatique, sur la commercialisation et la relocalisation. »

cheval de Troie. »

Bien sûr les paysannes et paysans confédérés n'oublient pas l'un des sujets majeurs ici : la défense des éleveuses, éleveurs, bergères et bergers face au loup et aux attaques contre le pastoralisme : si cette défense fait aujourd'hui l'unanimité syndicale dans le département, la Conf' peut se prévaloir d'avoir été dès le début en première ligne de ce combat, mené depuis sans relâche.

La campagne est donc lancée. Et Sylvain et Claire de conclure : « Nous allons aussi nous retrouver souvent pendant cette campagne pour le plaisir d'être ensemble, au cours d'une fête paysanne, de cafés débats... Avec optimisme et détermination ! » n

**Olivier Bel, paysan dans les Hautes-Alpes**

# Île-de-France « Il faut aux paysannes et aux paysans une juste rémunération pour vivre de leur métier »

**Pour trouver Daniel Evain, rien de plus simple il suffit de se rendre dans sa ferme à Dourdan, dans l'Essonne, à une trentaine de kilomètres de Paris. Daniel est tête de liste de la Confédération paysanne d'Île-de-France.**

### Daniel, qui es-tu ? Ton parcours est un peu atypique, non ?

J'ai 54 ans, je suis ingénieur agronome, spécialisé en amélioration des plantes. Après dix ans passés comme sélectionneur de colza en Europe chez Cargill/Monsanto, j'ai repris en 2000 la ferme familiale, en Gaec<sup>(1)</sup> avec ma mère et mon frère. Tout de suite j'ai souhaité la convertir en bio. C'était à l'époque une exploitation faisant un peu de maraîchage et des céréales avec un salarié. En 2004, je suis devenu paysan à titre individuel et j'ai développé le maraîchage, avec les Amaps<sup>(2)</sup> qui se lançaient alors en région parisienne, et maintenant, la ferme, c'est surtout du maraîchage et un peu de céréales avec un collègue : 11 hectares en maraîchage avec quatre salariés permanents et trois équivalents temps plein en saisonniers, ce qui est la preuve que le maraîchage bio crée beaucoup d'emplois.

### Pourquoi le bio ?

Parce que je voulais faire de l'agronomie pas de l'industriel. Parce que je ne voulais pas manipuler de produits chimiques, je ne voulais pas avoir à mettre des gants pour semer un grain de blé pour me protéger : un grain, c'est la vie !

J'ai mis trois ans à faire la conversion. À l'époque, il n'y avait que cinq paysans en bio dans l'Essonne et pas de technicien qualifié à la chambre, juste un mi-temps qui apprenait avec nous.

### Comment commercialises-tu ?

Essentiellement avec les Amaps, un solide réseau en Île-de-France, un marché à Orsay, un peu en magasin de producteurs, *Au bout du champ*, ainsi qu'avec une coopérative bio que nous avons fondée dans la région.

### Pourquoi la Confédération paysanne ?

Pour ses valeurs. En 2000, les JA étaient contre le bio : le leader de l'époque déclarait « moi, je tiens mes troupes, pas un jeune ne se convertira au bio » ; depuis, la Fnsea a créé une section bio en 2018 !

### Quelle est la situation de l'agriculture en Île-de-France ?

Beaucoup de céréales en conventionnel (82 % de la SAU en céréales et oléo-protéagineux, NDLR). Le maraîchage a baissé sous le coup de l'accaparement des terres et de l'entrée de l'Espagne en Europe, en 1986, avec ses prix bas, mais on note une reprise récente avec le bio.

Le problème reste l'accès au foncier. La Safer aide un peu, mais surtout il faut se débrouiller. Moi, mon fils ne reprendra pas tout, alors je vais installer sur une partie de mes terres un de mes salariés, ce qui rejoint ce que je voulais au début, plutôt des associées que des salariés-es...

Pour stimuler le développement de l'agriculture paysanne, nous n'avons pas en Île-de-France d'association pour le développement de l'emploi agricole et rural (Adear), aux côtés de la Conf', comme dans les autres régions. Mais on fait en tenant compte de l'existant, d'autres structures jouent plus ou moins ce rôle... Nous pensons quand même créer prochainement une Ardear, en s'orientant dans un premier temps vers les semences paysannes.

### Et la campagne pour les élections ?

On a embauché une salariée pour la campagne, accueillie dans les locaux de l'association des Ami-es de la Confédération paysanne, à Bagnolet<sup>(3)</sup>. La liste était déjà quasiment prête, avec 38 noms sur 40, fin septembre. Nous porterons quelques thèmes plus fortement : contre l'agrandissement et pour la protection du foncier agricole, pour l'installation de jeunes, le renouvellement des générations, pour la qualité de vie sur les fermes... Pouvoir vivre de son travail sera un de nos combats : il faut aux paysannes et aux paysans une juste rémunération permettant de vivre de leur métier.

C'est d'ailleurs une de mes réflexions avec le réseau des Amaps : comment mieux répar-



tir le fruit du travail ? Avec ce type de contrat, les années mauvaises, le paysan est gagnant, les bonnes années, il travaille plus pour le même revenu... Il faut rééquilibrer cela, car cela risque à terme d'éloigner les paysannes et les paysans de ces circuits courts.

La référence de revenu aussi doit changer : aujourd'hui, c'est le Smic, ce n'est pas assez : il faut viser 2 000 euros net, en tenant compte des situations particulières, pour le logement par exemple.

Autre préoccupation : la taille des exploitations. Quand devient-on un industriel ? On manque de réflexion pour savoir quand et où commence l'agro-industrie. En Île-de-France, une marque « Lait d'Île-de-France » a été créée mais il vient de fermes de plus de 500 vaches, c'est de l'agrobusiness. ■

**Jean Azan**, adhérent de l'association des Ami-es de la Confédération paysanne – [lesamisdelacnf.org](http://lesamisdelacnf.org)

(1) Groupement agricole d'exploitation en commun.

(2) Association pour le maintien de l'agriculture paysanne. Depuis la création des premières Amaps en Île-de-France en 2003, elles se sont multipliées à un rythme exponentiel portant en 2017 à plus de 300 le nombre de groupes, soit plus de 15 000 foyers en partenariat avec 160 fermes.

(3) A noter qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, les chambres d'agriculture franciliennes ne formeront plus qu'une seule entité juridique : la chambre d'agriculture de la région Île-de-France.

### Histoires de semences – Résistance à la privatisation du vivant

Sous le pinceau du dessinateur Jean Lognone, cette bande dessinée de 26 pages (format A5) se réfère à l'expérience de Daniel Evain, ingénieur agronome de formation ayant commencé sa vie professionnelle comme sélectionneur pour une multinationale des semences avant de tourner le dos à la carrière promise pour devenir céréalier et maraîcher.

Le but : rendre compréhensible le monde des semences, des manipulations génétiques, des brevets, volontairement complexifié par les entreprises, leurs chercheurs, leurs économistes et les législateurs...

La bande dessinée est à lire et télécharger sur le site : [confederationpaysanne.fr](http://confederationpaysanne.fr) (Rubrique : Actualités/Nos positions/OGM)



# Puy-de-Dôme « On a semé des graines, il nous faut maintenant persévérer pour amplifier le mouvement »

**Paysan dans le Puy-de-Dôme, installé en Gaec avec sa mère et son frère, Sébastien Gardette est le seul président sortant de chambre d'agriculture métropolitaine adhérent à la Confédération paysanne<sup>(1)</sup>.**

**S**ituée au pied des monts du Livradois, dans le département du Puy-de-Dôme, la ferme-auberge de l'Estre poursuit son aventure agricole familiale avec l'installation de Ludovic, le frère de Sébastien, en avril dernier. La ferme en polyculture-élevage fait vivre un peu plus de quatre personnes (4,2 UTH) sur 152 hectares<sup>(2)</sup>.

Le Gaec élève 90 vaches allaitantes valorisées sous le Label Rouge « Blason Prestige » dédié à la race limousine. La conduite du troupeau donne une part importante à l'herbe sur 112 hectares de prairies. L'engraissement s'opère à base de fourrages complétés par des céréales et des protéines végétales (du tourteau de colza, acheté). Pour cela les paysans cultivent 15 hectares de maïs et 25 hectares de méteil (en majeure partie), le tout étant autoconsommé. Les travaux de récolte sont réalisés par la Cuma. La rotation ne laisse jamais le sol nu : « Les cultures dérobées sont implantées en semis direct », explique Sébastien. *En plus d'être intéressant d'un point de vue économique, cela renforce l'activité biologique, contribuant à la gestion durable de la matière orga-*

*nique du sol.* » Le labour est ainsi réduit aux périodes de retournement de la prairie pour implanter une partie du maïs. Le méteil est composé de triticale, seigle, blé, vesce, avoine et de deux variétés de pois ; les semences sont reproduites sur la ferme.

La ferme compte aussi une activité de restauration avec les produits fermiers. L'auberge, aménagée dans une grange en pisé, est ouverte le week-end, midi et soir. Des volailles et des porcs sont également élevés et transformés sur la ferme pour les besoins des tables, ou pour la vente en direct.

Pour Sébastien, bien que chronophage, l'auberge est une activité de bonne valorisation, qui permet de surcroît de rencontrer plein de monde.

Conséquence de l'installation de Ludovic, l'activité porcine se développe. Le Gaec prévoit d'aménager un ancien poulailler pour en faire un abri pour l'élevage porcin de plein air.

### Gérer une chambre

Neutralité et impartialité constituent le socle fondamental des engagements de l'équipe d'élus majoritaire à la chambre d'agriculture depuis 2013. Ainsi, la chambre accompagne tous les projets d'installation. Ces notions se traduisent aussi dans l'égalité d'accès à l'information, via l'envoi d'un journal mensuel à toutes les paysannes et tous les paysans du département.

Pour Sébastien, travailler avec des gens d'horizons différents et ne pas tomber dans le sectarisme demande rigueur et ouverture d'esprit : une approche qui se révèle enrichissante. Les élus ont reconstitué des groupes thématiques en lien avec l'agriculture paysanne : méthodes alternatives de soins, conservation des sols, rotation des cultures, autonomie fourragère, gestion de la fertilisation... L'objectif est de faire de la pédagogie sans montrer du doigt.

Sébastien nous explique qu'« il est très important de développer les expérimentations in situ. Les paysannes et les paysans ont besoin de voir les résultats sur des sols et sous un climat similaires à ceux de leur ferme. C'est pourquoi ces expérimentations n'ont pas diminué malgré la baisse des financements publics. »

### Et maintenant ?

« On a semé des graines, il nous faut maintenant persévérer pour amplifier le mouvement. L'idée est de rechercher de nouveaux financements afin de pérenniser les services mis en place. Maintenir la proximité avec les agriculteurs et les agricultrices est primordial. Nous souhaitons aussi développer d'autres services sur des sujets qui deviennent de plus en plus prégnants, comme la production d'énergie. »

Sébastien nous alerte sur la limite du pouvoir d'influence des élus à la chambre d'agriculture, ce qui peut être source de frustrations. Par exemple, leur volonté d'accompagner toutes les porteuses et les porteurs de projet de façon égalitaire se heurte à l'inaccessibilité de la dotation jeune agriculteur (DJA) après 40 ans.

Par contre, ils sont consultés sur les politiques locales, comme celle de la gestion des droits à produire. Ils peuvent également agir sur la relocalisation de la production en établissant des partenariats avec les collectivités...

Quant aux politiques nationales et européennes, ils ne peuvent que passer le relais au syndicat. Finalement, c'est un travail de concert où chacun a son rôle à jouer. **n**

**Aurélié Le Foll**, animatrice de la Confédération paysanne du Puy-de-Dôme



(1) La Confédération paysanne gère aussi la chambre d'agriculture de la Réunion.

(2) En comptant un salarié à temps plein et de l'emploi occasionnel.

# Marne « L'agriculture a encore de belles ressources et peut toujours se réinventer »

**Christophe Van Hoorne est éleveur et maraîcher à Tréfols, dans la Brie. Il est tête de liste de la Confédération paysanne de la Marne.**

### Ton installation a-t-elle été facile ?

Elle a été assez simple grâce au foncier familial que je récupère progressivement. Mes difficultés ont été le fort besoin de trésorerie pour mettre en place la base de mon exploitation. J'ai fait le choix de ne pas demander la DJA<sup>(1)</sup> alors que j'y étais éligible, cela pour rester sur un projet progressif non limité par des contraintes de démarrage. Je me considère comme un « artisan de la terre », installé sur 16,7 hectares depuis deux ans avec ma compagne<sup>(2)</sup>.

### Quels choix de production as-tu fait ?

Je cultive des légumes car je suis intéressé par la diversité végétale, tant par la conservation des variétés que par la biodiversité qui entoure chaque famille de légumes.

J'éleve de petits ruminants et notamment les moutons car c'est un animal avec lequel j'aime vivre et travailler. C'est une conduite d'élevage très technique qui me motive au quotidien. Nous avons aussi des chèvres : ma femme souhaitait s'installer avec moi et nous avons organisé notre système pour intégrer les chèvres laitières. Les 30 chèvres et chevrettes sont sur l'exploitation pour la production laitière et les chevreaux sont à destination bouchère. Les 120 brebis sont destinées à la production d'agneaux de boucherie. Nous vendons tout en direct.

### Pourquoi du maraîchage et pas de grandes cultures ?

Les légumes sont intéressants pour la vente directe. En grande culture, les consommatrices et les consommateurs sont éloignés du producteur et ce n'est pas ce que je recherche dans mon activité. Mais aussi parce que les légumes ne nécessitent pas autant de matériel que les grandes cultures, cela m'évite de gros investissements. L'inconvénient de la production de légumes divers est bien sûr le temps de travail important et très intense à certaines saisons, notamment le printemps et l'été. Et si l'avantage de l'élevage ovin est la simplicité tout comme la technicité élevée du système, l'inconvénient est qu'il nécessite de la sur-



face foncière et une certaine organisation pour l'abattage des animaux.

Quant aux caprins, les fromages issus de leur lait sont de réels produits d'appel pour une boutique à la ferme, même si nous ne sommes pas dans un département d'élevage caprin et que cela reste très complexe de se former convenablement à moindre frais.

### Pourquoi s'engager syndicalement ?

Le projet de vie que nous avons mis en œuvre avec ma compagne nécessite de défendre des points de vue différents du système en place (alimentation, éducatif, communautaire). La société actuelle n'est que consommation et entraînement collectif vers le moins bien. Nous sommes nombreux à souhaiter autre chose pour nous-même, nos familles et la société.

### Pourquoi avoir choisi la Conf' ?

La Confédération paysanne est pour moi le syndicat de la défense du collectif, la cohérence de l'engagement au risque d'apparaître en décalage avec la profession qu'elle défend. C'est également le seul syndicat qui défend la parole des citoyennes et des citoyens français dans leurs propres choix alimentaires, énergétiques et d'aménagement du territoire.

La Conf' a toujours été pour moi une source de remise en question du système : c'est le combat contre les OGM qui m'y a plongé dans les années 2000. Progressivement, je me suis imprégné des combats qui ont toujours été légitimes pour moi. Ceux actuels contre la ferme-usine des 1 000 vaches (dans la Somme) et pour la défense des terres agricoles contre l'enfouissement des déchets nucléaires sur la zone de Bure (dans la Meuse) sont pour

moi source d'engagement et de montée en pression au quotidien.

### Comment vois-tu la situation des paysannes et des paysans actuellement ?

L'agriculture a encore de belles ressources et elle peut toujours se réinventer<sup>(3)</sup>. C'est une chance pour toute une profession de pouvoir retrouver des solutions. Mais les nouveautés et les évolutions techniques doivent être encadrées au risque que cela ne devienne une destruction lente de ce qui nous reste.

### Tes souhaits pour 2019 ?

2019 doit être l'année du retour au collectif pour une amélioration de nos vies et de l'environnement.

Toutes les activités de l'agriculture doivent pouvoir bénéficier du même accompagnement de la part de l'État, que l'on soit éleveuse ou éleveur d'escargots, viticulteur, céréalier ou apiculteur. Chaque métier nécessite une possibilité de formation constante et progressive. Aucun prétexte de sous-effectif ou de non-représentativité ne doit supprimer cet accompagnement.

Mon souhait est de retrouver une chambre d'agriculture préoccupée par son agriculture, paysanne, vivrière, vivante, et non orientée vers les exportations. ▢

**Frédéric Pérard,**  
paysan-apiculteur dans la Marne

(1) Dotation jeune agriculteur.

(2) Le couple a trois enfants.

(3) La Confédération paysanne du Grand-Est a mis en ligne un outil de partage des expériences paysannes qui a vocation à se développer au-delà de la région. Le Répertoire des savoir-faire paysans recense, valorise et met en réseau des paysannes et des paysans prêts à partager leurs nombreux savoir-faire : [savoirfairepaysans.fr](http://savoirfairepaysans.fr)



# Morbihan « On ne peut pas se contenter de n'être que témoin, il faut agir pour que ça change »

**Euriell Coatrieux est éleveuse de vaches laitières dans le Sud du Morbihan, au bord de la Vilaine. Elle est en Gaec avec Serge Brassebin qui, comme elle, n'est pas issu du milieu agricole. Ils ont trois enfants. Elle est tête de liste pour la Confédération paysanne du Morbihan.**

**C'**est sur un quai de traite (presque) flambant neuf qu'Euriell Coatrieux m'accueille pour me relater son parcours à l'installation. Ce dernier investissement d'un quai de six postes va permettre de soulager la traite qui se faisait jusque-là avec les animaux à l'attache, comme la paysanne, mais il faut évoluer, essayer d'améliorer toujours les conditions de travail et penser les investissements en fonction de ça, d'abord. »

Après une vie étudiante à Rennes et quelques boulots dans le monde rural et agricole, elle entreprend en 1998 une formation pour l'obtention du Brevet professionnel de responsable d'exploitation agricole (BPREA), avec l'organisme Entraide rurale en pays de Vilaine : la moitié du temps dans une ferme, l'autre à l'école. Les fermes qui l'accueillent sont proches de la Confédération paysanne : « Ils m'ont fait confiance et je les en remercie car ce n'était pas gagné : je n'avais jamais traité une vache ou conduit un tracteur de ma vie. »

En 2000, elle rencontre Serge ; lui aussi est en parcours d'installation. Ils cherchent une ferme, la trouvent et y arrivent avec un bébé. Serge s'installe sur 19 hectares et

15 vaches, pour 90 000 litres de quota annuel de production ; la conversion en bio démarre.

« On a eu des moments pas drôles, se rappelle Euriell. Mais qui n'en a pas ? Mais on a surtout aussi reçu des coups de mains généreux de la part des proches voisins, notamment la famille Dréno et des copains du Pays de Muzillac. Un soutien matériel et moral fondamental. » De même, l'aide de la Confédération paysanne du Morbihan, sollicitée plusieurs fois lors de l'installation, s'avérera crucial et réconfortant : « C'est important quand on est jeune d'avoir autour de soi des gens sur qui on peut compter ! »

### Des choix à assumer

Aujourd'hui, la ferme a trouvé son rythme de croisière avec, sur 55 hectares, l'élevage de 25 vaches de races multiples dont le lait est transformé sur place<sup>(1)</sup>. Trois marchés hebdomadaires sous les halles de Redon, un magasin à la ferme, quelques épiceries et restaurateurs écoulent toute la production.

Euriell, au départ conjointe collaboratrice, s'installe en 2011 avec l'opportunité de 18 hectares qui se libèrent. Des essais sont réalisés, des choix sont faits, tels le passage à la monotraite, la culture du sorgho, ou bien le quai de traite aujourd'hui. La production et les ventes évoluent bien, les investissements restent maîtrisés : « Ce sont des choix qu'il faut faire et assumer, savoir pourquoi on les fait, même si ce n'est pas toujours simple. »

La ferme de Kerdavid adhère dès le début à la Confédération paysanne. Serge est membre du comité départemental. Aux

élections de 2013 à la chambre d'agriculture, Euriell est sollicitée pour être sur la liste. Les enfants grandissent, le labo de transformation est opérationnel et l'embauche d'une salariée soulage les journées : la paysanne s'investit petit à petit dans le syndicat pour être actuellement co-porte parole départementale. Elle siège comme suppléante au tribunal paritaire des baux ruraux et à la commission départementale d'orientation agricole (CDOA) sur l'installation.

Elle précise : « Être tête de liste est le fruit de la discussion collective d'une équipe départementale qui fonctionne sur la confiance. L'organisation d'une fête de l'agriculture paysanne, à Melrand, en juin 2016, puis celle en avril suivant du congrès national de la Confédération paysanne, à Muzillac, ont bien dynamisé le syndicat. On a appris à encore mieux travailler ensemble. »

Et de poursuivre : « La Conf' a été là quand j'en avais besoin : c'est à mon tour de donner de mon temps pour défendre nos idées. On est dans un système agricole qui ne satisfait personne et qui est dangereux pour tout le monde. Pour nous, paysannes et paysans, mais aussi pour toute la société. Alors il faut se battre, se faire entendre, proposer, construire. On ne peut pas se contenter de n'être que témoin, il faut agir pour que ça change. » **n**

**Paul Manguin, paysan dans le Morbihan**

(1) Vaches laitières de race normande, jersaise, montbéliarde, pie rouge des plaines et froment du Léon (une race bretonne à faible effectif). Le lait est transformé en fromage blanc, yaourt, beurre, crème, lait ribot et divers fromages ; le lait écrémé est collecté par Biolait.



# Gironde « Une chambre d'agriculture motrice dans l'évolution des pratiques et des modèles agricoles »

**Vigneron à Pomerol, Dominique Techer est la tête de liste de la Confédération paysanne de Gironde.**

### Peux-tu te présenter ?

Je m'appelle Dominique Techer et je suis vigneron bio à Pomerol, en Gironde. Notre famille met en valeur un domaine de 7,5 hectares. Avec ma femme Claire, nous avons pris la suite de mes beaux-parents en 1983. Et nous travaillons actuellement à opérer la transmission à la génération suivante. Ce n'est pas simple dans un vignoble où le foncier est sujet à la spéculation.



### Peux-tu nous décrire votre vignoble et votre activité ?

Nous produisons un vin d'appellation d'origine contrôlée dans l'esprit originel de ces AOC.

Aussi, après une parenthèse en conventionnel de 83 à 92, nous avons fait le choix de l'agriculture biologique et nous avons demandé à être certifiés en 1997. Nous avons approfondi cet engagement par un travail sur la vie des sols et la biodiversité. Nous sommes maintenant certifiés, avec une partie des cuvées sans soufre.

Nous assurons tout, de la viticulture jusqu'à la commercialisation.

Nous employons directement quatre personnes en CDI et nous faisons partie d'un groupement d'employeurs qui assure une continuité de l'emploi à ses salariés tout au long de la saison.

Notre commercialisation se fait pour moitié en France (vers les particuliers et les cavistes) et pour l'autre moitié à l'export.

### Et ton engagement à la Confédération paysanne ?

Depuis 2010, avec des vigneronnes et des vignerons de tous bords, nous avons entamé un combat contre notre interprofession, le Conseil interprofessionnel des vins de Bordeaux (CIVB) : une organisation opaque, exclusivement au service du négoce mais financée pour les trois quarts par les vignerons. C'est suite à ce mouvement de protestation que j'ai été désigné pour mener la liste de la Conf' aux élections à la chambre d'agriculture de Gironde en 2013, liste qui a obtenu 25 % des suffrages.

### Et depuis ?

La prise en main des responsabilités et de la représentation par des jeunes se heurte paradoxalement au modèle économique que nous proposons. Les circuits courts et de façon générale, la prise en main de la commercialisation, consomment beaucoup de temps. C'est un peu pour cela que je me suis retrouvé secrétaire départemental, parce que dans un système économique déjà établi, et un travail en famille.

Mon travail, maintenant, est de transmettre, autant au syndicat que sur le domaine familial.

### Comment se présentent les élections de janvier 2019 ?

Nous allons présenter une liste entièrement à parité femmes-hommes pour mettre fin à la tradition patriarcale du monde agricole et prendre en compte les nombreuses et nouvelles paysannes qui ne sont pas que des « femmes de ». La liste va mixer les critères de localisation et de types de pro-

ductions : vigne et vin, mais aussi maraîchage, apiculture, élevage, grandes cultures...

Elle sera jeune avec 12 candidats sur 20 de moins de 40 ans. La liste a été ouverte à des non-encartés à la Conf'. Des listes "retraités" et "propriétaires" devraient être également présentées.

Ces élections vont avoir lieu dans une atmosphère de désastre économique, avec le gel catastrophique de 2017 et les pertes importantes de 2018 dues aux pluies continues. Ceci s'est ajouté à une situation qui était déjà très dégradée avec, avant le gel, un tiers des exploitations déficitaires et un tiers juste à l'équilibre...

### Quels seront les thèmes de campagne ?

La campagne portera notamment sur le revenu. Nous avons des instances sous influence de la FDSEA qui ne parlent plus que d'économie, de marchés, de produits, de filières. Elles ont oublié qu'il y a des humains pour faire marcher tout ça, et qu'ils ont le droit à un revenu décent. Le résultat de 50 ans de cogestion, c'est 1000 paysans au RSA en Gironde. C'est 1200 électeurs de moins qu'en 2013 aux prochaines élections à la chambre.

Il y a bien le Bordeaux mondialisé et bling-bling des grands crus mais il y a aussi le Bordeaux qui pleure, celui des oubliés. Nous allons proposer une voie alternative avec une chambre d'agriculture au service des paysannes et des paysans, motrice dans l'évolution des pratiques et des modèles agricoles. Une chambre qui accompagnera la diversification des productions, déjà en cours, et l'accès au foncier.

Nous aborderons la sortie des pesticides de synthèse demandée par la société et les amateurs de vins. Cette sortie n'est donc pas un choix, c'est une obligation. La seule vraie question c'est l'accompagnement technique et commercial.

Nous parlerons aussi du hold-up des grands domaines et négoce sur l'argent européen et, du coup, de l'absence de droits de paiement de base (DPB) de la Pac pour les vignerons.

Et enfin nous parlerons des fraudes sur le vin et nous nous étonnerons que des délinquants notoires gardent des fonctions de représentation professionnelle... **n**

**Coralie Pasquier,**

animatrice de la Confédération paysanne de Gironde



# Ariège « Plus de transparence, d'ouverture, de travail en équipe, de démocratie ! »

**Laurence Marandola forme avec David Eychenne le duo de tête de la liste de la Confédération paysanne en Ariège.**

### Pouvez-vous présenter votre duo en tête de liste ?

Je suis installée depuis 11 ans à Auzat, sur une quarantaine d'hectares, entre 800 et 1 200 mètres d'altitude. Nous élevons des lamas pour le débroussaillage, la laine, le portage et des randonnées, et produisons en complément d'activités jus de pommes et plantes aromatiques et médicinales. Il s'agit d'une « petite » ferme avec transformation et valorisation de tous nos produits. Quant à David Eychenne, il est installé à Camon, en coteaux. Il élève des bovins viande allaitants en race gasconne, en estive l'été et sur un système complètement autonome en céréales et foin. Il engraisse à la ferme, fait de l'abattage local, commercialise ses caissettes via une plateforme locale et est certifié bio.

**L'Ariège fait partie des départements qui perdent un grand nombre d'agriculteurs et d'agricultrices. Quelles préconisations faites-vous dans le cadre de votre campagne ?**

Notre département se heurte, y compris en montagne, à des phénomènes d'agrandissement et d'accaparement de terres, de renchérissement du foncier, ainsi qu'à de grandes insuffisances pour accompagner les fermes les plus diversifiées. La Pac, en ouvrant des droits au paiement de base à toutes les zones d'estive, a reconnu le pastoralisme mais a également produit des effets de rente de situation. Certains montants peuvent être indécents et face à ça, les jeunes qui s'installent n'arrivent plus à trouver de place pour mettre leurs bêtes en

estive. On a donc décidé de mettre en avant le thème d'une Pac pour tous et toutes !

### Des mobilisations syndicales locales autour de la Pac peuvent-elles changer la donne ?

Oui ! Je pense notamment à la question des surfaces pastorales : certaines espèces végétales d'épineux, en particulier les ronces, extrêmement consommées par nos animaux, ne sont par exemple plus éligibles aux aides. C'est un enjeu fort dans notre département de zones difficiles, pentues et broussaillieuses. En février et mars dernier, la

l'éleveur, ce que signifie « subir la prédation ». Nous faisons tout notre possible pour qu'il y ait encore un avenir pour des activités agricoles et pastorales en montagne, en Ariège, dans un contexte de très forte présence de l'ours. Ça ne passera que par des négociations déterminées avec les services de l'État.

### Qu'est-ce qui doit changer en priorité à la chambre d'agriculture de votre département ?

Aujourd'hui, les petites fermes, ce sont 30 % des fermes en Ariège et plus de 50 % des installations ces 5 dernières années. Or, aujourd'hui, la chambre n'accompagne pas du tout ces fermes-là. Ce que nous voulons, c'est que toutes les paysannes et tous les paysans se sentent représentés dans leur diversité, par des élus et par des services en accompagnement adapté.

### La victoire est-elle possible ?

On a envie d'y aller, de gagner et on se sent prêts ! Il y a toute une équipe avec nous qui est prête à faire le boulot. L'écart de voix a toujours été très

faible lors des dernières élections. Il n'y a qu'entre 2000 et 2200 votants sur le collège « chefs d'exploitation et assimilés » dans le département et ça s'est toujours joué entre 30 et 120 voix d'écart entre « la Fédé » et nous. On a construit une liste en équipe, en donnant la priorité à des personnes très engagées sur leurs territoires et dans leurs filières. Et c'est aussi de cette façon que l'on aimerait travailler à la chambre quand on aura gagné : avec plus de transparence, d'ouverture, de travail en équipe, de démocratie ! Il faut que le rapport de force change ! **n**

**Sophie Chapelle**



Confédération paysanne de l'Ariège s'est mobilisée, fortement et symboliquement, devant la préfecture. Ça a conduit les services de l'État (DDT et préfecture) à défendre les surfaces pastorales auprès du ministère. On peut faire bouger les lignes !

### Comment vous positionnez-vous sur le thème de la prédation ?

En 2018, l'Ariège est devenu le troisième département où il y a eu le plus d'attaques de grands prédateurs en France. On a voulu sortir de la discussion « pour ou contre l'ours ». La première chose que l'on a essayé de faire, c'est de montrer le désespoir de

# Lozère « En conjuguant qualité, production locale et valeur ajoutée, il y a une voie pour une autre agriculture »

**Pour Muriel Pascal, tête de liste de la Confédération paysanne en Lozère, ce département de montagne pourrait être le laboratoire d'une agriculture 100 % paysanne.**

« En conjuguant qualité, production locale et valeur ajoutée, il y a une voie pour une autre agriculture », défend Muriel Pascal, porte-parole de la Confédération paysanne en Lozère. Apicultrice sur la commune des Bondon, elle met en pratique cette conviction à travers la conduite de son rucher, deux cents ruches en production avec une gamme de miels valorisée par l'agriculture biologique, la vente directe et les circuits courts : « Je me suis aussi impliquée dans la démarche Indication géographique protégée (IGP) Miel des Cévennes qui apporte une garantie sur la qualité et met en valeur le territoire. »

### Toujours un temps d'avance

Avant de devenir apicultrice en 2009, Muriel Pascal, titulaire d'un BTS production animale, est embauchée en 2001 pour être animatrice de l'Alodear, l'Association lozérienne pour le développement de l'emploi agricole et rural. « Fondée par des paysans de la Conf', cette association vise notamment à accompagner les candidates et les candidats à l'installation qui n'entrent pas dans le schéma classique, aides à l'appui. Ces personnes, en recherche d'une installation progressive, ne sont pas forcément issues du monde agricole. À la Conf', j'apprécie l'organisation confédérale qui garantit aux comités départementaux, une liberté d'action tout en les impliquant dans la construction de la politique nationale. »

Dès 2008, Muriel Pascal endosse des responsabilités départementales. En 2013, elle est la seule élue de la Confédération paysanne à la chambre d'agriculture. Muriel est aussi membre du comité régional de la Confédération paysanne d'Occitanie, du bureau de la commission nationale apiculture du syndicat et déléguée suppléante à Interapi, l'interprofession des produits de la ruche.

Au fil de sa vie de militante, elle a vu évoluer le monde syndical. « Désormais, Fnsea et JA se posent en défenseurs de la bio, mais




c'est la Conf' qui a beaucoup agi dans ce domaine. C'est comme pour les installations non aidées, en 2001, elles étaient considérées comme hors normes. Aujourd'hui, il y en a autant que les installations aidées ! »

Pour autant, la mobilisation continue. « Les problèmes de l'apiculture sont multiples : pesticides, environnement dégradé, changement climatique. À condition d'en avoir la volonté politique, il existe des alternatives aux pesticides. On dit souvent que la Lozère n'est pas concernée. Certes, les proportions de dégâts sont moindres qu'ailleurs. Mais des éleveuses et des éleveurs utilisent des semences de céréales enrobées contenant des néonicotinoïdes ainsi que des désherbants alors que justement, le pas vers une agriculture 100 % paysanne est facile à franchir. On pourrait même servir de région test et de vitrine. »

### Menaces sur la viande

« Il y a peu, la fin des quotas laitiers a changé le paysage agricole, rappelle Muriel. Les industriels se sont servis de la hausse des volumes pour faire chuter les prix. Dans le département, quasiment une exploitation laitière sur deux a disparu en dix ans. » Et la même menace plane désormais sur l'élevage allaitant, première production du département. « Libéralisant les échanges, des accords comme le Ceta ou avec le Mercosur<sup>(1)</sup> vont permettre d'introduire sur un marché qui n'est pas déficitaire, des animaux produits à moindre coût, sans garantie de qualité. Conjugée à la

baisse de la consommation, au mouvement végan, etc., la situation est à haut risque. » Sans parler du loup, ou plutôt en en parlant : « En Lozère, la Confédération paysanne a obtenu la modification d'un arrêté préfectoral excluant le département des aides de protection des troupeaux. Elles sont indispensables pour diminuer la prédation et limiter le nombre de bêtes tuées. »

Dans ce contexte, en zone de montagne, l'avenir n'est pas à l'export de broutards. « Il faut stopper la course à l'agrandissement et accepter une baisse des volumes en faveur d'un travail sur la qualité, la valorisation qui passe aussi par l'engraissement. Il y a des initiatives qui marchent et qu'il faut valoriser. En ce sens, la Conf' défend au niveau national une nouvelle Politique de l'agriculture et de l'alimentation commune (Paac). Et localement, une éleveuse ou un éleveur privilégiant une filière courte favorise aussi cette mutation. Cela implique des cahiers des charges exigeants, de jouer au niveau régional sur la complémentarité des territoires pour l'alimentation animale ou les débouchés. Et de se poser collectivement la question de la commercialisation. » 

**Marie-Pascale Vincent,**  
écrivaine et journaliste en Lozère

(1) Ceta : traité international de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada. Le Mercosur est une communauté économique qui regroupe plusieurs pays de l'Amérique du Sud (Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay).



# Eure-et-Loir « Une agriculture à visage humain ou chaque paysan, chaque paysanne, puisse produire pour vivre »

**Gilles Menou, 58 ans, est paysan sur la commune de Ver-lès-Chartres, à sept kilomètres de la célèbre cathédrale. Il est tête de liste de la Confédération paysanne d'Eure-et-Loir.**

Ici, nous sommes en Beauce chartraine, petite région au paysage parsemé de bosquets, de quelques prés, un endroit agréable à vivre. Gilles est installé depuis 1989 dans la ferme familiale, sur 50 hectares. Une petite ferme en Eure-et-Loir où la taille moyenne des exploitations est de 115 hectares. En Beauce la terre est fertile et on trouve encore de nombreuses fermes de taille familiale. L'agriculture « sans agriculteurs » avance mais n'a pas encore tout ravagé.

Gilles, fils d'une famille de sept enfants, fait d'abord un autre choix professionnel mais, à trente ans, décide de revenir s'installer ici. Un nouveau départ, avec son épouse infirmière et la venue de trois enfants.

En homme à l'écoute des autres, le paysan est rapidement dans le « bain ». La production de céréales et d'oléo-protéagineux est le modèle agricole à ce moment-là. Mais déjà les limites de ce modèle commencent à se faire jour et la question de son évolution se pose. Gilles participe à la réflexion collective, au groupe de développement de la Chambre d'agriculture mais aussi au sein

du Centre d'étude pour un développement agricole plus autonome (Cedapa). En Beauce, les conditions de culture sont très bonnes et la maîtrise des charges de structures (en particulier le coût du matériel), ainsi qu'une conduite à bas niveau d'intrants, permettent d'obtenir un revenu raisonnable sans pour autant atteindre des rendements records.

### Qualité de vie

Néanmoins, depuis 3-4 ans, la situation en « grandes cultures » est devenue plus difficile après quelques années trop euphoriques qui ont permis un fort investissement matériel (parfois du surinvestissement) et une hausse continue des prix du foncier. La petite taille de l'exploitation permet malgré tout d'avoir une vie familiale, une vie sociale (et militante !) et des loisirs (apiculture de loisir et sport). Bref, la famille Menou a privilégié la qualité de la vie et porte un autre regard que le « toujours plus » auquel on nous pousse...

Peu après son installation, Gilles comprend que la Confédération paysanne est le seul syndicat qui défend avec sincérité les valeurs qui sont les siennes, pour un maximum de paysannes et de paysans vivant décemment sur le territoire. Peu à peu, il s'investit : à la commission nationale « grandes cultures » (à ce titre, il siègera à FranceAgriMer), en CDOA... La Confédéra-

tion paysanne d'Eure-et-Loir va se faire remarquer en dénonçant certaines attributions et certains avis sur les agrandissements. Notre délégué, courtois avec tout le monde, est ferme et ne lâche pas, sa connaissance des dossiers en fait un homme respecté de ses adversaires.

Délégué de la région Centre au comité national du syndicat, il y siègera huit ans. En 2010, il est élu porte-parole départemental et prend la tête de la liste aux élections chambre d'agriculture de 2013. Élu, il intègre plusieurs commissions. Sans démagogie, il participe assidûment aux débats à la chambre dans un contexte peu favorable (il est le seul élu de la Conf').

Ce premier mandat s'achève. Gilles a pris sa place dans le débat sur la politique agricole locale et régionale, et naturellement il est aujourd'hui le porte-parole de la Confédération paysanne du Centre-Val-de-Loire.

Gilles va donc reconduire la liste de la Confédération paysanne aux élections de janvier à la chambre d'agriculture départementale, avec ce problème du foncier comme enjeu majeur. En Eure-et-Loir, le modèle familial agricole est menacé par un prix du foncier en forte hausse, les terres libérées sont souvent reprises par les exploitations les plus grosses. Les vraies installations sont rares, les fermes petites et moyennes qui auraient besoin d'être confortées sont souvent mises hors-jeu. Une agriculture sans agriculteur avance, raflant le foncier par le biais de montages sociétaires opaques. Ces exploitations sont gérées à distance par des financiers loin des réalités du terrain. La majorité sortante à la chambre est pour le moins complaisante. Or la régulation de l'accès au foncier est une condition indispensable au renouvellement des générations et au dynamisme des territoires ruraux. Il faut absolument que la Confédération paysanne pèse plus lourd au soir du 31 janvier, sinon la loi du plus fort aura raison de notre modèle agricole familial.

Gilles Menou et ses colistiers seront les seuls à défendre avec sincérité « une agriculture à visage humain où chaque paysan, chaque paysanne, puisse produire pour vivre ». ■

**Michel Géray**, paysan retraité en Eure-et-Loir, ancien porte-parole de la Coordination nationale pour la défense des semences de ferme (CNDSEF)



# Savoie et Haute-Savoie Penser autrement l'économie des terres et des territoires

**Catherine Gehin est tête de liste de la Confédération paysanne pour l'élection à la chambre interdépartementale d'agriculture de Savoie et de Haute-Savoie<sup>(1)</sup>.**

Le Gaec Les Verpillières produit du lait à reblochon à La Muraz, à quelques encablures d'Annemasse et de Genève, en Haute-Savoie. Thibaud Baillard a 30 ans et vient de le rejoindre. Jacky Baillard et Catherine Gehin, ses parents, peuvent désormais réfléchir sereinement à leur départ à la retraite, prévu d'ici cinq à sept ans.

Les vaches laitières pâturent 25 hectares escarpés autour de la ferme. Les génisses et les vaches taries se partagent quant à elles une quinzaine d'hectares au relief également marqué. Les soixante hectares restants sont réservés à la fénaison<sup>(2)</sup>.

Ce système herbager permet l'autonomie en fourrage du troupeau. Pour compléter l'alimentation, des concen-

trés et de la paille doivent être achetés : « Nous aimerions produire nos céréales pour être plus autonomes et cohérents dans notre système », clament les éleveurs. Mais la proximité avec la Suisse a rendu la région très attractive et les terres plates sont aujourd'hui de plus en plus urbanisées.

Le bâtiment principal a été construit en 1980 par les parents de Jacky. Le couloir d'alimentation est d'origine et une extension latérale pour la salle de traite en 2x6 avec décrochage a été construite en 1995. Les animaux dorment dans deux « niches à vaches » et peuvent se promener dans une cour à ciel ouvert, sur caillebotis. « Même si la cour est une galère quand il gèle, regarder les vaches se faire dorer la pilule au soleil l'hiver reste un plaisir ! », raconte Catherine. Un robot a été acheté cette année pour racler toute la surface des bâtiments.

Pour l'installation de Thibaud, le troupeau a seulement été augmenté de cinq vaches afin de privilégier la qualité de travail et un revenu décent. Pour cela, le nombre d'animaux par éleveur et le taux d'endettement sont surveillés attentivement. Les investissements viennent surtout améliorer les conditions de travail : distributrice de fourrage, brosse pour nettoyer les trayons, ou encore nouveau bâtiment pour les génisses contre l'ancienne ferme où Thibaud pourra

charges de l'appellation aux nouvelles contraintes, par exemple en contenant les vaches dans les étables, en intensifiant et en "robotisant"... La défense des cahiers des charges des AOP – nombreuses dans nos départements – sera un autre thème primordial de notre campagne.

Les élus locaux n'ont pas assez conscience du problème de la disparition des terres agricoles. Ils poussent toujours à la construction de nouvelles routes et autoroutes, de nouvelles zones pavillonnaires, de nouveaux centres commerciaux. De sorte qu'il faut toujours plus de voitures pour se déplacer, donc plus de routes, etc. Il faut absolument que nous fassions réfléchir ces élus locaux sur l'économie des terres et des territoires, les faire penser et agir autrement !

Pareil pour la transmission des fermes : depuis la fin des quotas laitiers, en 2015, on voit des fermes grossir et d'autres cesser leur activité, la production tend à s'intensifier, avec de moins en moins de pay-

sannes et de paysans. Trop de gens quittent la production de lait de vache dans la région : il faut arrêter l'hémorragie et penser au renouvellement des générations paysannes qui feront vivre demain nos territoires. »

Membre du comité national de la Confédération paysanne, Catherine défend l'agriculture paysanne localement, mais aussi globalement : « Il faut se battre pour maintenir des fermes nombreuses partout, pour rester paysannes et paysans – et pas agri-managers ! –, pour pouvoir vivre de notre métier en collaboration avec la nature et en vivre bien ! »

**Victoria Gavillet**, animatrice de la Confédération paysanne de Haute-Savoie, et **Benoît Ducasse**

(1) La chambre d'agriculture Savoie-Mont-Blanc est devenue chambre interdépartementale en 2013.

(2) La ferme couvre 103 hectares en prairies permanentes, avec 60 vaches abondances et montbéliardes et 46 génisses, pour une production de 360 000 litres de lait par an.



aménager son logement. L'installation du nouveau paysan permet à Catherine de s'investir comme tête de liste pour l'élection de janvier à la chambre interdépartementale de Savoie et Haute-Savoie.

### La préservation du foncier

« Le thème principal de notre campagne sera la préservation du foncier, précise-t-elle. Ici, nous devons gérer plusieurs dynamiques : l'extension de la métropole de Genève, attractive par son fort pouvoir d'achat, celle du tourisme dans la montagne ou près du lac Léman, le développement de l'industrie du décolletage dans la vallée de l'Arve... Les terres disparaissent, leur prix s'envole, des fermes de plus en plus nombreuses sont menacées, à tel point que même la zone de production du reblochon est en danger. De tous les côtés, même, puisque certains préconisent d'adapter le cahier des



### Lot-et-Garonne

## Pour un revenu à la hauteur de notre travail

**Emmanuel Aze et Suzanne Hecquet sont le duo de tête de la liste présentée par la Confédération paysanne du Lot-et-Garonne.**

**L'**agriculture du Lot-et-Garonne est très diversifiée, avec pas moins de 70 productions référencées. Malgré ce potentiel remarquable, notre département agricole reste dans le peloton de queue en matière de revenu.

Cette question est au centre des propositions de la liste présentée par la Confédération paysanne.

Aux côtés des filières pruneau, noisette et semences, les fruits et légumes (bio et conventionnel) occupent une bonne partie de l'économie agricole locale. La Conf' a donc décidé de mettre en avant la revendication pour l'instauration de prix minimum d'entrée sur le marché français<sup>(1)</sup>. Cette proposition permet d'aborder tout à la fois la question centrale du revenu et les questions de transition qui se posent cruellement en Lot-et-Garonne : notre département, déjà fortement impacté par le dérèglement climatique, est donné par les perspectives comme le plus concerné parmi les départements du Sud-Ouest.

Les paysans et paysannes présents sur la liste de la Conf' sont le reflet de la diversité départementale, avec une belle participation de femmes et de jeunes installés. Le département connaît une vague de nouvelles installations, dont un tiers malheureusement sous statut de cotisants solidaires. Une partie de cette jeunesse

paysanne se rassemble dans le cadre de rencontres « jeunes » de la Conf' 47, animées par Suzanne Hecquet.

C'est donc tout naturellement que celle-ci se retrouve dans le tandem de tête de liste aux côtés de « Manu » Aze, arboriculteur. Suite à trois années de calamités agricoles (gels tardifs, nouveaux ravageurs...) Manu est engagé dans une refonte de sa ferme autour de nouvelles plantations et du maraîchage avec orientation en agrobiologie.


### Deux têtes de liste complémentaires

Manu est ancien secrétaire national du syndicat. Il apporte son expérience, avec une bonne connaissance des dossiers. Suzanne amène avec elle toutes les préoccupations des jeunes installés. Présente à la Conf' depuis l'âge de 16 ans (aide familiale), installée à 18 ans, elle a aujourd'hui cinq ans d'expérience professionnelle en production de poulets de chair, poules pondeuses et moutons viande en vente directe. Un métier qu'elle exerce en Gaec avec son père, tout en assumant son rôle de jeune mère d'un petit garçon.

L'expérience syndicale, la jeunesse dynamique du duo de tête et la force du collectif de liste seront bien utiles dans un contexte de match très disputé. Ici, la Coordination Rurale dirige la chambre depuis trois mandats et appréhende sa gestion comme une chasse gardée (si vous ne pensez pas comme nous, c'est que vous êtes contre nous !). La concertation et le dialogue constructif ne font pas partie de sa nature ni de sa cul-

ture. Le président de la chambre – qui se qualifie lui-même de « chef de meute » – et les responsables de la Coordination ont une vision strictement corporatiste des enjeux de l'agriculture, qui combat toute considération sociale ou environnementale. Par ailleurs, une concentration des pouvoirs au service d'un rapport de force avec les autres acteurs du territoire (administrations, conseil départemental et autres collectivités) empêche toute perspective concertée de développement et de transition agricole. C'est pourquoi la proposition d'une gestion collective de l'eau tiendra une place importante dans notre campagne, l'irrigation étant l'objet de tensions grandissantes.

Malgré ce contexte conflictuel, le seul élu de la Confédération paysanne à la chambre d'agriculture a su imposer une voix audible par une présence assidue et active, construite sur un solide projet syndical. Pour 2019 l'objectif de notre liste est de faire un score à deux chiffres, le plus élevé possible et a minima garant de la représentativité. Une attention particulière sera apportée à l'absentéisme qui a pénalisé le résultat du syndicat en 2013 malgré le gain d'un élu.

Cette fois encore, chaque vote paysan pèsera ! 

**Christian Crouzet,**  
paysan dans le Lot-et-Garonne

(1) Le dossier de Campagnes solidaires (octobre 2018), « Un prix minimum d'entrée pour les fruits et légumes importés » est à lire et télécharger sur : [confederationpaysanne.fr/campagnes\\_solidaires.php](http://confederationpaysanne.fr/campagnes_solidaires.php) (archives – octobre 2018).



# Vosges « Et pourquoi pas installer deux personnes plutôt qu'une lors de mon départ à la retraite ? »

**François Thiery et Sophie Plyant sont les têtes de liste de la Confédération paysanne dans les Vosges.**

Le soleil se montre encore très généreux sur Relanges, près de Vittel, lorsque nous nous retrouvons chez François Thiery cet après-midi d'octobre. L'astre ne semble plus avoir quitté le village depuis avril et la 13<sup>ème</sup> édition de Relanges Bio, grande fête annuelle dont François est un des artisans.

La sécheresse devient d'ailleurs rapidement un sujet de conversation : difficultés pour Sophie d'alimenter sa troupe d'agnelles, abandon des semis de prairie pour François... Devrons-nous résumer ce énième épisode à la simple formule du « nous n'y pouvons rien » ou des « aléas du métier » ?

Le métier, il a officiellement débuté au 1<sup>er</sup> janvier 1993 pour Sophie Plyant. Mais,

Gugnécourt. Depuis, elle se consacre à la conduite de son troupeau de 300 brebis en système tout herbe, valorisant ainsi 350 à 400 agneaux de boucherie par an en filière coopérative.

François, quant à lui, s'est installé sans tarder après son Brevet de technicien agricole, au début des années quatre-vingt, en Gaec avec ses parents. L'étude de la chambre pour assurer cette installation sur 80 hectares comprenait la mise en place d'un atelier de taurillons laitiers. « Mais nous avons fait un choix différent, celui de la transformation avec la production et la vente de yaourts, ce qui était totalement atypique et manquait de références dans le département, en particulier dans la plaine. » Depuis, la gamme s'est développée autour de la confection de multiples fromages, tout en diversifiant la commercialisation (marché, Amap, magasin, retrait sur commandes).

de rendre la ferme reprenable. Mais il faut aussi réfléchir à d'autres perspectives comme la complémentarité avec les productions végétales alimentaires (fruits, céréales transformées...). Et pourquoi pas installer deux personnes plutôt qu'une lors de mon départ à la retraite ? »

Sophie et François ont en commun d'être engagés de longue date pour le développement de l'agriculture paysanne et biologique. Elle, en « conventionnel », a présidé le syndicat ovin départemental et a été élue en 2013 à la chambre d'agriculture au nom de la Confédération paysanne. Lui, après un fort engagement local, a présidé tour à tour la Fédération nationale d'agriculture biologique (Fnab) et l'Agence Bio. Pour François, à chaque engagement, un principe : les responsabilités et en particulier la présidence d'une organisation doivent être limitées dans le temps et tournantes.

Ce sont les élections aux chambres d'agriculture de 2001 qui amènent Sophie à rejoindre la Conf' puis, rapidement, à intégrer le collectif départemental. « À ce moment-là, on sentait moins l'emprise du syndicat dominant sur la chambre. » Mais aujourd'hui la paysanne s'indigne des orientations qui sont prises et de leurs impacts terribles sur le paysage : « Le paysage, ce n'est pas que pour le coup d'œil, c'est aussi comprendre l'intérêt de la diversité de la faune, de la flore, et des pratiques agricoles pour l'avenir de notre agriculture. »

François partage cet avis et ajoute : « La chambre a un rôle important pour accompagner les paysannes et les paysans dans la réflexion sur leur autonomie, pas seulement technique et fourragère, mais également celle de décision. L'exemple de la méthanisation est criant : beaucoup se laissent emporter par une certaine vision qui finit par les enfermer dans un système qu'ils ne maîtrisent plus. Pourtant la technique est intéressante. C'est son mode de développement qui est contre-productif. »

À coup sûr, de leur expérience, Sophie et François sauront porter et faire germer de belles propositions d'avenir pour les paysannes et les paysans des Vosges. ▢

**Romain Balandier,**  
paysan dans les Vosges



comme pour François, l'agriculture est une histoire familiale dont elle écrit « naturellement » la suite<sup>(1)</sup>.

Auparavant, elle a travaillé durant sept années à la chambre d'agriculture des Vosges, en tant que conseillère en production ovine. « J'ai beaucoup aimé monter et accompagner les projets d'installation, collectifs comme individuels. » Cette expérience, elle l'a complétée en choisissant une installation progressive, sur trois ans, qui lui permet d'intervenir à mi-temps devant les classes de la Maison familiale et rurale de

Au début des années quatre-vingt-dix, son frère puis sa belle-sœur rejoignent la ferme, le passage en bio s'opère, stimulé par une réflexion collective au sein de la « petite région agricole »<sup>(2)</sup> : « On a participé au premier stage de conversion. On était au début des aides à la conversion, le ministère découvrait avec nous le règlement européen ! », explique François.

Alors que la ferme vient d'accueillir un nouvel associé suite au départ du frère et de la belle-sœur, François pense à l'avenir : « Maintenir la transformation, c'est une façon

(1) Quoi de plus normal pour une lectrice confirmée (Sophie a participé au jury du prix du livre Inter) !

(2) Les Vosges comptent huit « petites régions agricoles ».



## Pays basque

### « Il nous faut une agriculture qui donne envie »

**Beñat Molimos est tête de liste d'Euskal Herriko Laborarien Batasuna (Union des paysans du Pays basque), membre de la Confédération paysanne, pour l'élection à la chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques<sup>(1)</sup>.**

« Je veux me lever le matin avec le moral », résume Beñat Molimos. Le paysan de Bunus, entre Saint-Jean-Pied-de-Port et Mauléon-Licharre, ne veut pas vivre son métier comme une contrainte : il veut choisir plutôt que subir. Sur sa petite ferme, il élève des brebis laitières et des vaches à viande. Contrairement à bon nombre de ses collègues responsables du syndicat ELB (la Conf' du Pays Basque), il n'est pas producteur fermier et vend son lait et ses veaux en circuit long. Sa ferme est une belle illustration de l'agriculture paysanne : un système à l'herbe, économe, un cheptel adapté aux capacités du site, des brebis de race rustique (manex tête noire), la pratique de la transhumance, l'engagement dans le collectif... « J'ai fait le choix d'un système en cohérence avec la nature et avec la ressource locale. Mon objectif est aussi de maintenir la viabilité et la vivabilité de ma ferme pour assurer sa transmissibilité », explique Beñat.

Souvent le Pays basque est vu comme le pays de l'agriculture paysanne. La population active agricole y est encore importante<sup>(2)</sup>, les petites et moyennes fermes dominant largement avec des pratiques très majoritairement paysannes, et les filières de qualité tout comme les initiatives collectives sont nombreuses. Le tableau n'est pas idyllique pour autant. « Même avec ce type d'agriculture, les difficultés à transmettre sont là, l'enjeu de la transmission est très



important », souligne Beñat. « Et même en Pays basque, les lobbies sont puissants et orientent l'agriculture vers plus de libéralisme », ajoute-t-il.

Sa conception du métier de paysan, c'est aussi de s'impliquer en dehors de la ferme. Il est ainsi l'un des responsables d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara (EHLG), qu'il co-préside depuis trois ans<sup>(3)</sup>. Celle que l'on appelle « la chambre d'agriculture alternative », fondée par ELB, a pour objectif de soutenir et développer l'agriculture paysanne. « Le point fort d'EHLG est d'initier des alternatives, souvent à travers des démarches collectives, pour orienter notre agriculture vers des modèles paysans et durables », résume Beñat Molimos. La mise en route de la coopérative Noustek Ekiliki pour produire sur les fermes des tourteaux et de l'huile alimentaire commercialisée collectivement, la création des filières Herriko Ogia (« pain du pays ») et Herriko Haragia (« viande du pays »), destinées à valoriser les productions locales dans la consommation locale, sont autant d'exemples concrets qui ont vu le jour ces dernières années. Dans les bureaux de l'association, à Ainhice Mongelos, les paysannes et les paysans trouvent aussi des services (accompagnement dans les dossiers Pac, les mises aux normes, les techniques culturales, le conseil juridique, etc.), dispensés selon une approche paysanne.

Beñat Molimos conduit la liste d'ELB pour le collège « chefs d'exploitation et assimilés » à l'élection de la chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques. Il fait le constat d'un monde agricole tendant vers l'individualisme et fataliste. Il aimerait passer le message de la nécessité de prendre son avenir en main : « La Pac a désolidarisé les paysannes et les paysans, beaucoup travaillent dans la perspective des aides qui arrivent en octobre. Il faut sortir de ce cadre, orienter le système vers une agriculture désirable. Au-delà de notre revenu, on a aussi un rôle à jouer dans la transmission de nos fermes, il faut donner envie aux générations suivantes ! » L'action collective, l'échange d'idées et de savoir-faire, la formation sont autant de pistes qui peuvent nourrir cette envie. Beñat croit également beaucoup dans l'alliance avec les citoyens et les élus : « L'agriculture qu'il nous faut viendra des paysannes et des paysans, dans une démarche partenariale avec les consommateurs et les élus, parce que l'agriculture que nous prônons répond aux enjeux sociétaux. » n

**Maritxu Lopepe**, animatrice d'ELB  
(Confédération paysanne du Pays Basque)

(1) Les Pyrénées-Atlantiques sont le seul département où la Confédération paysanne est représentée par deux syndicats et présente deux listes, une pour le Béarn et une pour le Pays basque.

(2) 4 500 fermes et près de 8 600 actifs et actives sur un demi-département (RGA 2010).

(3) ehlgbai.org/fr

#### La ferme Errekaldea de Beñat Molimos

- 30 hectares, dont 12 hectares de prairies et 18 hectares de landes.
- 230 brebis laitières et 11 vaches allaitantes.
- 1 actif (+ main-d'œuvre bénévole familiale).
- Lait de brebis AOP Ossau-Iraty vendu à Lactalis.
- Veaux et vaches de réforme vendus à un négociant.
- Conduite des troupeaux à l'herbe avec transhumance de 5 mois.

# Orne « La plupart des paysannes et des paysans sont plus victimes que coupables d'un modèle dans lequel on les a amenés et coincés »

**Paysan à Saint-Siméon, près de la Mayenne, Laurent Leray est tête de liste de la Confédération paysanne de l'Orne.**

**P**orte-parole départemental de la Confédération paysanne pendant onze ans, actuellement porte-parole régional, élu à la chambre d'agriculture durant six ans, huit années de représentation de sa région au comité national du syndicat, dont deux ans de secrétariat national: Laurent Leray, 56 ans, a un parcours militant conséquent. Pourtant, rien ne le prédestinait à militer à la Confédération paysanne: un père président communal de la Fdsea et président cantonal du Crédit Agricole, travaillant sur une exploitation considérée comme « dynamique » par le voisinage.

Mais un stage pendant sa formation chez Bernard et Ginette Forget, cofondateurs des paysans-travailleurs de l'Orne<sup>(1)</sup>, va l'arrimer à ce choix syndical. La défense des fermiers dans ce coin de bocage normand, notamment lors de luttes foncières, les blocages de camions laitiers chez de petits producteurs, l'organisation de « Fermes de l'avenir », vitrines de l'agriculture paysanne à Alençon, l'occupation de la ferme d'un « cumulard » et celle de la chambre d'agriculture pour la reconnaissance du pluralisme syndical, le lâcher de mille truies de la Cooperl, le groupe coopératif breton, à Anceins, dans l'est de l'Orne, avaient de quoi séduire de nouveaux militants venus à la Conf'.

Le canton de Laurent va réaliser un score supérieur à celui de la « Fédé » aux élections à la chambre d'agriculture de 1989. Quelques années plus tard, la FDSEA « proposera » un de ses voisins pour qu'il

devienne président de la dite chambre, le contre-feu faisant partie de leur stratégie.

Laurent et ses frères, David et Christophe, sont « en Gaec ». Une ferme conventionnelle: pas de bio, pas de vente directe, une production laitière de 640 000 litres par an et deux poulaillers de 600 m<sup>2</sup> pour produire de la pintade standard et du poulet noir « cou nu » « certifié 70 jours ». Alors, question: qu'est-ce qui le différencie de son voisin président de chambre et lui aussi en Gaec ? « La direction choisie est différente, explique Laurent. Nous avons opté pour un système herbager semi-intensif, avec 85 hectares d'herbe sur les 130 hectares totaux, et seulement 29 hectares de maïs avec un programme engagé de réduction des pesticides. Nous avons 90 % de vaches de race normande et les mâles deviennent des bœufs à l'herbe engraisés en trois ans. Le « voisin-président », avec ses deux associés, a environ 200 hectares dont 80 de maïs, 400 taurillons et un quota d'un million de litres de lait... »

### Parler à toutes les paysannes et à tous les paysans

Bien entrée dans la campagne pour l'élection de janvier, la tête de liste confédérée dans l'Orne poursuit: « Ma conviction est que la Confédération paysanne doit continuer à parler à toutes les paysannes et à tous les paysans dont la plupart sont plus victimes que coupables d'un modèle dans lequel on les a amenés et coincés. La campagne "Sauvons l'élevage" que la Conf' avait conduite en 2012 a été un des grands moments de mon passage au comité national, avec Gérard Durand, un des moteurs de cette campagne, paysan en Loire-Atlantique. Et le fait que l'Orne et la Loire-

Atlantique aient réalisé aux élections des chambres en 2013 les deux meilleurs scores du syndicat pour toute la moitié nord de la France révèle que cette campagne a bien fonctionné, que la Conf' a bien pu être perçue en première ligne de la défense des paysans. »

« Pour les élections de janvier prochain, nous portons en priorité le droit au revenu, avec la nécessaire prise en compte des coûts de production dans les prix de vente. La Conf' est un rempart contre l'exclusion: il faut que cessent les crises à répétition qui pèsent sur l'attractivité du métier, que les marchés soient régulés et que les aides publiques soient mieux réparties et plus redistributives. Il faut aussi engager une transition incitative pour accompagner les paysannes et les paysans vers la sortie du glyphosate et la réduction des pesticides. Et la France doit accepter des projets d'installation innovants, voire hors normes, avec soutien financier de type DJA. Il faut installer en favorisant la transmission des fermes et redonner goût au métier. Nous avons besoin de paysannes et de paysans nombreux pour faire vivre nos territoires. Nous préparons ainsi une action foncière contre une société accapareuse de 375 hectares de terre dans l'Orne et la Sarthe, dont les dirigeants sont du Nord de la France et à la tête d'une autre société tout aussi conséquente. Accaparement qui sert en partie à produire du maïs pour un méthaniseur en construction. Un énorme gâchis ! »

Comme une ligne de fracture entre les deux voisins. **n**

**Christian Boisgontier,**  
paysan retraité dans l'Orne

(1) Fondé par Bernard Lambert au début des années 1970, le mouvement des paysans-travailleurs est un des « ancêtres » de la Confédération paysanne, créée elle en 1987.





# Indre-et-Loire Des politiques publiques pour répondre au besoin d'une vraie transition agricole

**Temanuata Girard est paysanne à Luynes, tout près de Tours. Elle est tête de liste de la Confédération paysanne d'Indre-et-Loire pour l'élection de janvier à la chambre d'agriculture départementale.**

**T**emanuata Girard revient dans sa Touraine natale à 26 ans, après avoir passé une demi-douzaine d'années en Guyane. Son but à son retour en métropole : remonter une ferme à partir du patrimoine familial existant, une ferme en demi-sommeil, avec une cinquantaine d'hectares et quelques brebis dessus. Le père est « double actif » et le retour de sa fille permet la construction d'un projet commun, celui d'un élevage de chèvres dont le lait sera transformé sur place et vendu en direct.

La jeune femme passe pour cela son brevet professionnel de responsable d'exploitation agricole (BPREA) en 2005 et peaufine son installation tout en donnant le jour à ses deux premiers enfants. La structure se met en place, les chèvres arrivent : « *Nous n'avions pas encore le label AB mais nous étions proches, nous étions déjà quasi autonomes pour l'alimentation des animaux.* »

En 2007, la ferme prend le statut d'EURL<sup>(1)</sup>. Le troupeau monte à 120 chèvres. Temanuata est exploitante à titre principal, son père travaille toujours à temps partiel : « *Je me suis rendu compte qu'à ce stade, c'était vraiment dur, avec en plus deux jeunes enfants, et je n'avais pas envie d'être tout le temps derrière mes animaux...* »

Le travail et la production s'adapteront au gré de l'évolution de la famille, d'un long séjour à Tahiti du père (la mère de Temanuata est Tahitienne), de son retour, de la venue de deux nouveaux enfants... Jusqu'à l'arrivée de Marion, une nouvelle associée, en 2014.

La ferme couvre aujourd'hui 65 hectares et ses trois paysannes et paysan y élèvent 50 chèvres et 25 bovins, dont une dizaine de vaches en production laitière (Jersiaises, Normandes et Vosgiennes). Tout le lait est transformé sur place et la production est entièrement vendue en direct : dans des commerces locaux, la restauration collective (nous sommes près de Tours et de son agglomération de près de 300 000 habitant-es) et un marché régulièrement organisé à la ferme avec la participation d'autres paysan-nes.



Temanuata (à droite), aux côtés de son père et de Marion, son associée.

La démarche de Temanuata la porte à rencontrer d'autres confrères et consœurs partageant ses valeurs. En 2010, sa route croise celle de militants de la Confédération paysanne avec lesquels elle partage ses objectifs d'autonomie, de respect de la nature, de qualité de l'alimentation, sujet qui tient très à cœur à la jeune mère de famille.

C'est ainsi qu'elle adhère logiquement au syndicat. En 2013, juste après les plus récentes élections aux chambres d'agriculture, elle entre au comité départemental de la Confédération paysanne d'Indre-et-Loire : « *J'arrive alors à m'occuper de la ferme, de ma famille et à m'engager pleinement à la Conf', je trouve là mon équilibre* », complète-t-elle.

### Un double regard

Chemin faisant, elle sera désignée représentante de la région Centre au comité national du syndicat ; elle y siège depuis le printemps 2015. Deux ans plus tard, elle sera élue au secrétariat national. Parmi les sept membres de l'exécutif de la Confédération paysanne, elle occupe aujourd'hui le poste de secrétaire générale.

Ce qui lui donne un double regard, local et national, sur les élections professionnelles aux chambres d'agriculture de janvier prochain.

Désignée tête de liste en Indre-et-Loire, elle portera fortement dans la campagne la question du foncier : « *Nous avons été très présents ces dernières années sur ce sujet, combattant les agrandissements abusifs, nous battant pour l'installation, notamment*

*celle de jeunes paysannes et paysans dont les projets étaient jugés atypiques et que d'autres voulaient rejeter.* »

Temanuata souhaite aussi que la chambre s'implique davantage dans la relocalisation, notamment par la restauration collective : « *La chambre travaille là-dessus, la Confédération paysanne participe à ce travail, et on peut sincèrement l'en créditer : si nous n'avions pas poussé dans ce sens, la chambre ne s'en serait pas vraiment occupée. Le but de ce travail c'est qu'un maximum de paysans du territoire soient concernés, pas juste une bande de copains, et c'est surtout de poursuivre le coup de fouet à l'installation, donc de redonner du sens à l'échelle d'un territoire par la relocalisation.* »

La secrétaire générale de la Confédération paysanne est aussi logiquement en première ligne de la campagne nationale, travaillant notamment sur les outils de communication et se déplaçant fréquemment à la demande des équipes départementales, tant métropolitaines qu'ultramarines : « *On se bat partout pour changer les rapports de force, pour que le plus rapidement possible des politiques publiques soient mises en place afin de répondre au besoin d'une vraie transition agricole.* » Et de constater au cours de ses déplacements l'envie, de belles énergies et des dynamiques porteuses d'espoir de bons scores en janvier. ■

**Benoît Ducasse**

(1) Entreprise agricole à responsabilité limitée.

# Retraité·es Une retraite décente pour tous les paysans et toutes les paysannes !

**Aux élections de janvier aux chambres d'agriculture, la Confédération paysanne présentera des candidates et des candidats dans d'autres collèges que celui des « chefs d'exploitation et assimilés ». Elle en présentera ainsi pour le collège des « anciens exploitants et assimilés » dans plus de 50 départements.**

**1,4** millions de retraités non salariés de l'agriculture vont être appelés à choisir celles et ceux qu'ils préfèrent syndicalement pour les défendre dans les chambres d'agriculture. Une seule ou un seul titulaire sera élu et s'ajoutera aux 21 représentants et représentantes du collège des « chefs d'exploitation et assimilés », mais l'enjeu est important : le résultat que les retraités offriront à la Confédération paysanne sera un signal fort adressé aux pouvoirs publics à la veille d'une remise à plat de tous les régimes de retraite.

La moisson des listes de la Conf' n'a jamais été aussi importante : les retraité·es du syndicat se présentent dans plus de 50 départements. De nombreuses « anciennes exploitantes » ont fait acte de candidature comme titulaires – tel était le souhait de la Confédération paysanne – pour dénoncer la pauvreté des pensions attribuées aux conjointes d'exploitation et aides familiaux alors que leur travail sur les fermes était équivalent à celui de leur conjoint ou parent. Elles veulent en finir avec ce sous-statut de « conjointe » pour prétendre à la parité avec les « chefs » d'exploitation.

Le niveau des pensions de ces derniers sera l'autre chantier

prioritaire : la pension moyenne végète à 740 euros par mois alors que la moyenne des retraites françaises se situe à 1 860 euros. Nous considérons le minimum vieillesse (ASPA) – actuellement de 830 euros et qui va être porté à 903 euros en 2020 – comme le seuil en deçà duquel il ne doit plus y avoir de pensions. Nous soutenons le projet de loi Chassaigne – adopté le 2 février 2017 à l'Assemblée nationale mais bloqué au Sénat, le gouvernement ayant mis en terme à son parcours parlementaire – qui promettait d'atteindre 85 % du Smic, même s'il ne concernait que les chefs d'exploitation à carrière complète. La bonification pour trois enfants doit devenir forfaitaire, la réversion de la retraite au conjoint sur-

vivant, la prise en charge de la perte d'autonomie et la suppression de la décote pour les carrières incomplètes sont sur la liste de nos revendications.

### En finir avec la « sous-protection sociale agricole »

Parce que nous avons la conviction que l'alignement des pensions passera par des niveaux de cotisation permettant d'acquiescer des droits, la grave question du revenu agricole – et donc des prix de vente – est plus que jamais posée. Nous serons aux côtés des actifs et des actives pour en finir avec la sous-rémunération du travail paysan.

La transmission des fermes aux plus jeunes, une incitation financière pour installer plutôt qu'agrandir, procureront de nouvelles recettes sociales. Et une population paysanne plus nombreuse est un atout pour garder nos écoles, nos services publics et médicaux, dans nos communes.

Nous n'ignorons pas la surenchère à laquelle vont se livrer nos concurrents syndicaux, eux qui ont combattu depuis des décennies ce qu'ils appellent « les charges sociales » : nous identifions ici les responsables de la pauvreté de nos pensions.

La Confédération paysanne est le seul syndicat agricole à se battre pour arracher une véritable protection sociale. Vos voix nous donneront les moyens pour gagner une plus grande reconnaissance de ce que les paysannes et les paysans ont apporté à la société. **n**

**Christian Boisgontier,**  
paysan retraité dans l'Orne,  
ancien porte-parole national  
de la Confédération paysanne

**SI NOS ADVERSAIRES  
DE LA CONF' L'EMPORTENT  
C'EST L'ANÉANTISSEMENT  
DE 60 ANNÉES DE  
TRAVAIL ACHARNÉ  
POUR CONSERVER  
NOTRE POUVOIR**

**L'EFFORT  
N'EST PLUS  
RECONNU  
À SA JUSTE  
VALEUR**



Du 21 au 31 janvier 2019, vous éli-  
rez par correspondance ou par vote  
électronique vos représentantes et  
représentants à la chambre d'agri-  
culture de votre département, pour  
tous les collèges. Vous allez ainsi déci-  
der de l'orientation de la politique  
agricole de celui-ci.

Avec la Confédération paysanne, vous  
faites le choix d'une équipe à vos  
côtés, à votre écoute !



# Élections aux chambres d'agriculture



## Les dossiers de Campagnes solidaires : huit pages sur le fond et par thème

Des dossiers sur l'eau et l'agriculture, les pesticides, la défense du pastoralisme, le droit au revenu paysan, l'installation, la proposition de prix minimum d'entrée aux fruits et légumes importés, la « paperasse », les coopératives, l'approvisionnement des cantines, la démocratie alimentaire, l'agriculture de montagne, la défense des terres agricoles, la protection sociale agricole... De très nombreux sujets de la vie quotidienne des paysannes et paysans sont traités dans *Campagnes solidaires*. Pour retrouver, lire et télécharger tous ces dossiers, classés par mois de parution, aller sur le bouton « archives » de la page : [confederationpaysanne.fr/campagnes\\_solidaires.php](http://confederationpaysanne.fr/campagnes_solidaires.php)

# **S'abonner à Campagnes solidaires, c'est participer à l'émergence d'« autres mondes possibles »**

**Avec avec le bulletin d'abonnement à retourner sous enveloppe timbrée avec votre chèque à l'ordre de Campagnes solidaires au 104, rue Robespierre – 93170 BAGNOLET**

N° 345



**TARIFS :**

**Annuel (11 numéros) : 45 €**

**6 numéros : 24 €**

**Soutien, collectivité et étranger : 60 € (ou plus)**

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Commune \_\_\_\_\_  
Profession \_\_\_\_\_ Téléphone \_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

**Ou avec le mandat de prélèvements sepa ci-dessous à retourner en y joignant un relevé bancaire (RIB) ou postal (RIP)**  
**Média Pays – 104, rue Robespierre – 93170 BAGNOLET**

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Commune \_\_\_\_\_

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Média Pays à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Média Pays. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Fait à \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_  
le \_\_\_\_\_

**Nom et adresse de l'établissement teneur du compte à débiter :**  
Établissement/Agence \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Commune \_\_\_\_\_

Je vous prie de bien vouloir présenter en faveur de Média Pays sur le compte référence ci-dessous les sommes correspondant à mon abonnement :

**Tous les quatre mois** r 15 € ou r 20 € Soutien, collectivité et étranger  
(le 15<sup>ème</sup> jour du premier mois)

**Annuellement** r 45 € ou r 60 € Soutien, collectivité et étranger  
(à la date du renouvellement)

IBAN \_\_\_\_\_ BIC \_\_\_\_\_

Association bénéficiaire : Média pays – Numéro national d'émetteur : FR96ZZ492109

**Ou sur le site de la Confédération paysanne : [www.confederationpaysanne.fr](http://www.confederationpaysanne.fr)**

**Tél. : 01 43 62 82 82 – [abocs@confederationpaysanne.fr](mailto:abocs@confederationpaysanne.fr)**

Les informations contenues dans la présente demande ne seront utilisées que pour les seules nécessités de gestion de l'association et pourront donner lieu à l'exercice du droit individuel d'accès aux informations dans les conditions prévues par la délibération N°80 du 1/4/80 de la CNIL.

**PRODUIRE  
POUR  
vivre**

**et rester paysan-ne**

**demain**



**Je vote**

*Confédération paysanne*